

27 MAI
JOURNÉE NATIONALE
DE LA RÉSISTANCE

LE JOURNAL DE LA RÉSISTANCE

FRANCE D'ABORD
FONDÉ DANS LA CLANDESTINITÉ EN 1941

Rédaction-Administration, 79, rue Saint-Blaise, 75020 Paris
N° 1300-1301-1302 Janvier-Février-Mars 2016

1946 - L'ESPERANCE MENACÉE D'UN MONDE EN PAIX...



De g. à d. : 10 janvier-14 février, la 1^{re} réunion de l'Assemblée générale des Nations-unies à Londres, Trygve Lie, 1^{er} secrétaire général de l'ONU ; 8 avril : création de la Cour Internationale de Justice à la Haye ; Churchill, le 5 mars à Fulton, avec derrière lui Harry Truman : «Un rideau de fer...»

Plus de 60 millions de morts, des dizaines de millions de blessés, des régions entières dévastées, des villes rayées de la carte, tel est en ce début 1946, quatre mois après la capitulation du Japon qui en marqua la fin, le tragique bilan que l'on peut dresser de ce que l'histoire va appeler la Seconde Guerre mondiale.

Venant vingt ans après celui du premier conflit mondial, ce ne pouvait que susciter parmi les peuples un puissant et ardent désir de paix – «Plus jamais ça ! – qui fut - avec le châtement de ceux qui commirent des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité, des crimes contre la Paix, chefs d'accusation au Procès qui s'ouvrira le 20 novembre 1945 à Nuremberg - un des buts de guerre affirmés par les Alliés.

Cette aspiration à un monde en Paix avait débouché le 26 juin 1945 précédant par la création de l'Organisation des Nations-Unies, mécanisme collectif de sécurité devant remplacer la Société des Nations (SDN), dont l'échec avait été patent entre les deux guerres pour contrer les agressions italiennes, allemandes et japonaises, pour empêcher le déclenchement de la Guerre.

C'est, porteuse de cet espoir, que s'ouvrit le 10 janvier 1946 à Londres la première réunion de l'Assemblée générale des Nations-Unies, regroupant

la cinquantaine de pays indépendants du Globe ; les cinq principaux pays vainqueurs de l'Allemagne nazie et du Japon militaro-fasciste – Chine, États-Unis, France, Grande-Bretagne et Union Soviétique – étant membres permanents du «Conseil de sécurité», mis en place pour pallier les carences qui furent celles de la SDN.

Pourtant, cet espoir d'un monde en paix est déjà menacé par les divisions qui se font jour entre les membres permanents du Conseil de sécurité : en visite aux États-Unis, Churchill, accompagné du Président américain Truman, prononce à Fulton le 5 mars 1946 un discours annonciateur de la «Guerre froide» : «de Stettin sur la Baltique à Trieste sur l'Adriatique, un rideau de fer est descendu à travers le continent. Derrière cette ligne se trouvent toutes les capitales des anciens États d'Europe centrale et orientale. Varsovie, Berlin, Prague, Vienne, Budapest, Belgrade, Bucarest et Sofia...». Le 26 juillet suivant, à Bikini, atoll du Pacifique, les États-Unis procèdent à un essai nucléaire souterrain, lançant ainsi la course à l'armement atomique...

Et les décennies qui suivront connaîtront les guerres de Corée, du Vietnam et d'Indochine, celles du Proche-Orient, les crises de Berlin, de Cuba... et bien d'autres conflits encore, contradictoires aux espérances des peuples.

1936 : LA PREMIERE RECULEDE DEVANT HITLER



Le 7 mars 1936, 14 000 soldats de la Wehrmacht et 20 000 policiers allemands franchissaient les ponts routiers et ferroviaires du Rhin, passant sur sa rive gauche pour se déployer en trois colonnes vers Aix-la-Chapelle, Trèves et Sarrebruck jusqu'aux frontières belge, luxembourgeoise et française.

Cette remilitarisation de la Rhénanie est le premier coup de force d'Hitler visant à remettre directement en cause l'équilibre européen issu du Traité signé à Versailles en juin 1919, après la Première Guerre mondiale. Un équilibre conforté par les Accords de Locarno signés en octobre 1925 par l'Allemagne (qui intègre alors la Société des Nations-SDN), la Belgique, la France, la Grande-Bretagne, la Pologne et la Tchécoslovaquie, qui prévoient notamment, par leur article 2, que si l'Armée allemande réoccupait la zone démilitarisée, les autres signataires pourraient avoir recours aux armes contre elle.

Arrivé au pouvoir le 31 janvier 1933, Hitler a quitté dès octobre 1933 la SDN pour avoir les mains libres et pouvoir réarmer l'Allemagne. Et remilitariser la Rhénanie...

La réaction de la France, première menacée, va se résumer à de fortes paroles du Président du Conseil Albert Sarraut : «la France n'est pas prête à laisser Strasbourg sous le feu des canons allemands». Ce sera... tout !

DANS NOTRE SOMMAIRE :

- P. 2 : Communiqués
- P. 3 : Editorial
- P. 4 : Héroïne de la Résistance
- P. 5 : «La France continue»
- P. 6 à 8 : Les Polonais dans la Résistance en France
- P. 9 à 16 : Le Dossier otages, les martyrs de Châteaubriant
- P. 17 : L'opération « Savanna »
- P. 18-19: La Résistance lettone
- P. 20 : Hommage aux héros de l'Affiche Rouge
- P. 21 : Nos deuils
- P. 22-23 : Avis de recherche
- P. 24 : Les livres

MESSAGE DE L'UFAC du 8 mai 2016

Le 8 mai 1945, l'Allemagne hitlérienne capitulait sans condition.

En ce jour anniversaire de cette Victoire du 8 mai 1945. La France se souvient de ce qu'il a fallu d'espérance, de sacrifices, de tant de blessés et de morts, pour qu'elle connaisse le terme de ses souffrances, le retour de son prestige, le triomphe de son idéal.

Devant les Monuments aux Morts, la France se souvient, aujourd'hui, de ses fils emprisonnés, torturés, abattus et de toutes ses victimes civiles. Elle se souvient et honore la mémoire de tous ses morts : soldats, aviateurs, marins, résistants, déportés, fusillés, massacrés, prisonniers, pour leur courage, leur esprit de sacrifice et leur sens du devoir.

La France se souvient et rend hommage aux Armées alliées dont l'engagement, en unissant leurs forces sur les différents fronts et notamment sur notre territoire, ont fait preuve de la plus grande abnégation. Saluons la mémoire de ceux des leurs qui sacrifièrent leur vie pour la France, la Paix et la liberté.

La France se souvient aussi de ces actes de sauvagerie qui l'ont frappée à plusieurs reprises au Cours de ces mois passés et qui resteront gravés à jamais dans sa mémoire collective. Au-delà de l'indicible douleur que partagent les familles meurtries, la France, saisie d'effroi, profondément choquée et bouleversée, mais rassemblée devant l'épreuve, a pris conscience que cette Paix et les valeurs humanistes qui sont les siennes sont particulièrement fragiles.

En ce jour anniversaire où la France se souvient, l'Union Française des Associations de Combattants et de Victimes de Guerre (UFAC), invite chacun et chacune, particulièrement la jeunesse, à la vigilance et à œuvrer pour un monde plus solidaire, un monde de fraternité, de solidarité et de paix.

Vive la République !

Vive la France !

COMMUNIQUE DE L'ANACR

Pas moins qu'hier, la barbarie n'a de frontières, s'attaquant délibérément aux populations civiles, quelles que soient leurs opinions philosophiques ou politiques, leur nationalité, la couleur de leur peau, leur religion : les victimes des attentats de Paris en 2015, celles de Bruxelles ce 22 mars 2016 étaient blanches, noires, jaunes, brunes..., elles étaient chrétiennes, musulmanes, juives, bouddhistes ou autres, agnostiques ou athées. Elles ne menaçaient personne.

Comme lors de l'annonce des attentats de Charlie-Hebdo en janvier 2015, de Paris le 13 novembre suivant, nous sommes pleins de compassion à l'égard des victimes de ceux de Bruxelles et envers leurs familles et proches ; mais nous sommes aussi révoltés à l'encontre de leurs assassins, qui n'ont strictement aucune excuse, de quelque nature qu'elle soit, à leurs gestes meurtriers. L'on doit les combattre sans faiblesse, jusqu'à les mettre totalement hors d'état de nuire ; que ce soit dans nos pays ou dans d'autres régions du monde. En employant tous les moyens de droit nationaux et internationaux qui en délimitent le cadre.

Et en ayant présent à l'esprit que l'un des objectifs que poursuivent les auteurs de ces crimes et leurs commanditaires est, au-delà de leurs discours à habillage religieux, de séparer et d'opposer, sur des bases pseudo-ethniques ou religieuses, les immigrés à la majorité des peuples dont ils deviennent, génération après génération, chaque jour plus une partie constitutive. Une démarche qui trouve objectivement des alliés parmi ceux qui, s'appuyant sur la légitime émotion soulevée par des crimes tels ceux de Paris ou de Bruxelles, ont, dans nos pays, dans notre pays, un discours xénophobe, anti-immigrés.

L'un des enseignements que nous ont légués les Résistants, c'est que leur combat n'a pas été celui d'un peuple contre un autre peuple, mais celui, fraternellement unis, des antifascistes de tous les peuples contre la barbarie. Une fraternité de combat à laquelle nous devons être attachés par fidélité à nos valeurs humanistes ; elle est de plus un gage de victoire.

Paris, le 23 mars 2016

L'association Nationale des Anciens Combattants
et Ami(e)s de la Résistance (ANACR)

LA «BÊTE IMMONDE» RÔDE ENCORE...

La «Bête immonde», qu'évoqua en 1941 le dramaturge allemand Berthold Brecht dans sa pièce de théâtre la «*Résistible ascension d'Arturo Ui*», en soulignant qu'était encore fécond le ventre qui l'avait vu naître, c'est la barbarie qui portera tout au long du XX^e siècle jusqu'à ces premières années du XXI^e divers noms : nazisme, fascisme, franquisme, racisme, antisémitisme, militarisme ; auxquels sont associés des drames pour l'humanité : guerre mondiale, agressions militaires, shoah, dictatures sanglantes telles celles que connurent les peuples grec, indonésien, soudanais ou chilien, épurations ethniques ou religieuses, comme celles qu'ont connu il y a peu ou connaissent encore de nos jours de nombreux pays, de l'ex-Yougoslavie au Proche-Orient jusqu'en Asie du Sud-est ou Afrique des Grands Lacs...

Même si cela n'a pas suffi depuis soixante-dix ans – et ne suffit pas encore aujourd'hui – à en empêcher de nouveaux, la connaissance historique des drames du passé, portée jusqu'à nos jours parmi leurs concitoyens – en premier lieu les jeunes – par ceux qui en furent les témoins et souvent les victimes, mais aussi diffusée par les passeurs de mémoire, les membres d'associations qui s'en assignent le but, à l'exemple de l'ANACR, les enseignants, historiens, femmes et hommes de médias, rend plus difficile la commission d'actes de barbarie. Et plus aléatoire est l'impunité de ceux qui s'en rendent coupables.

Si les responsables d'atrocités s'apparentant aux crimes contre l'humanité et de guerre condamnés par le Tribunal de Nuremberg, commises lors des guerres coloniales, de conflits comme ceux de Corée ou du Vietnam, ou par les dictatures latino-américaines, échappèrent pour l'essentiel à tout châtiment, «bénéficiant» en quelque sorte de la Guerre froide, la fin de celle-ci et le développement du rôle des médias, tant sur le plan des nations qu'au niveau international, rendent difficiles le camouflage durable des crimes d'aujourd'hui. Ainsi, plusieurs de ceux qui en commirent ces dernières décennies dans les Balkans ou en Afrique, dirigeants politiques ou militaires, en répondent devant les sections du Tribunal international de la Haye. Et l'on ne peut que souhaiter que les dirigeants et hommes de main du pseudo-Etat islamique aient à rendre compte au plus vite de leurs crimes.

Les dictateurs fascistes du XX^e siècle, ceux de l'entre-deux guerres mais aussi de la seconde moitié du siècle, ont des descendants contemporains nés du ventre encore fécond de la Bête immonde. Cependant, à l'exception de nostalgiques du passé, tels ceux de la Magyar Garda hongroise aimant les défilés en uniforme en vociférant des slogans nationalistes ou antisémites, de l'Aube dorée grecque au bras tendu ou de crânes rasés français, belges et autres, les héritiers de l'idéologie fasciste ont compris que le loup devait se faire agneau, pour ne pas effrayer des populations, et aussi pour échapper aux législations nationales et internationales réprimant les atteintes aux droits de l'homme et à la démocratie.

Dans plusieurs pays d'Europe, les partis de l'extrême-droite historique ont ainsi entamé cette mutation, sinon en profondeur sur le plan idéologique du moins au niveau du langage et des pratiques politiques. Ainsi en Italie, le parti néofasciste historique, le Mouvement social italien (MSI), abandonnant les références appuyées à Mussolini et mutant en Alliance Nationale, finira grâce à Berlusconi par intégrer une majorité parlementaire et entrer au gouvernement... Une stratégie qui, même si elle apparaît plus difficile à mettre en œuvre quant à sa finalité, peut inspirer dans notre pays les évolutions de l'extrême-droite, avec un bénéfice électoral que l'on peut hélas constater scrutin après scrutin.

Préoccupante est aussi l'expansion à travers l'Europe d'un courant politique qui, au-delà de ses spécificités nationales, a des traits communs dans tous les pays et que l'on appelle le populisme. Ces traits communs sont toujours la démagogie sociale, l'hostilité à l'égard des immigrés masquant une xénophobie généralisée, l'exaltation de l'identité nationale allant jusqu'à l'ultranationalisme, celles de politiques sécuritaires : ils établissent ainsi des passerelles avec des thèmes classiques à l'extrême-droite et présents dans la droite extrême voire au-delà. C'est le cas au Danemark avec le Parti du Peuple (26,6%), en Finlande avec les Vrais Finlandais (13%), en Autriche avec le FPÖ (19,7%), en Italie avec le Mouvement 5 étoiles (21%), et tout récemment en Allemagne avec l'Alternative pour l'Allemagne (AfD), dépassant les 10%. En Norvège, l'extrême-droite populiste du Parti du Progrès (16%) participe au Gouvernement...

Les temps actuels, avec les drames que nous vivons, les conflits qui s'exacerbent dans plusieurs régions, la crise multiforme que connaît le monde sur les plans politique, social, économique, culturel et des valeurs, appellent à la vigilance, car offrant un environnement potentiellement favorable à la Bête immonde, qui rôde toujours !

DANS NOTRE AGENDA

**6-7-8 MAI 2016
STAGE NATIONAL
DE L'ANACR**

Comme chaque année, le Stage National de Formation de l'ANACR se déroulera lors du week-end de l'Ascension,

du vendredi 6 mai à 10h30
au dimanche 8 mai à 12h00

dans le cadre adapté de «l'Auberge de Saint-Denis», offrant salle de conférence et hébergement.

Inscriptions, dans la limite des places disponibles, par l'intermédiaire des comités départementaux de l'ANACR ou en contactant le siège national :

ANACR (Stage national)
79, rue Saint-Blaise. 75020 Paris
Tél. : 01 44 64 90 08
Mail : anacresistance@wanadoo.fr

PAULETTE DUHALDE, alias «La Fée», «Lafaye», «Jojo»

Paulette Duhalde, née le 23 juillet 1921 à Flers-de-l'Orne, sera la fille unique d'Edouard Duhalde, qui tenait à Flers une auto-école et, avec son épouse, le «café de l'Auto». De 1927 à 1937, elle sera élève à l'école Notre-Dame, où elle passera le Brevet élémentaire.

D'une famille chrétienne, elle va rejoindre la «Croisade eucharistique», créée en 1914 dans le but de rapprocher les enfants de l'eucharistie suite au décret papal du 8 août 1910 permettant la communion des enfants. La croisade comporte trois niveaux spirituels – le page, le croisé et le chevalier – appelant à travailler, supporter la souffrance, prier et communier le plus souvent possible. Paulette rejoindra ensuite la «Jeunesse étudiante chrétienne» (J.E.C.)

Le 11 décembre 1939, à 18 ans révolus, elle entre comme «Dame stagiaire provisoire» à la succursale de Flers de la Banque de France. Un emploi qu'elle devra quitter le 10 octobre, la Banque ayant ralenti ses activités dans le contexte de l'occupation allemande. Elle la réintègrera le 12 septembre 1942 – comme secrétaire comptable – après avoir assuré, du 28 novembre 1940 au 31 août 1942, le secrétariat d'un industriel flérien.

AU SR Air 40

Depuis février 1941, Paulette Duhalde, à l'insu de ses parents, contactée dans la boutique de ses parents par le futur général Rupied, a rejoint la Résistance ; en l'occurrence le réseau SR Air 40, constitué en septembre 1940 sous la direction du général Bonin par des membres de l'ancien Service de renseignement de l'Armée de l'Air travaillant sur l'Allemagne et l'Italie, dissous du fait des stipulations de l'Armistice de juin 1940.

Le réseau, qui se repliera en Afrique du Nord le 30 novembre 1942, au lendemain de l'invasion de la zone Sud par la Wehrmacht, se consacre surtout à la collecte de renseignements de toute nature sur l'Allemagne et l'Italie, afin de les transmettre à l'Intelligence Service britannique.

C'est précisément l'acheminement des informations recueillies par les agents du SR Air 40 qui va être l'essentiel des missions confiées à Paulette Duhalde ; ce qui nécessite des déplacements que facilitent la jeunesse et le charme de la jeune fille qui n'éveille pas la méfiance des postes de contrôle allemands ; mais déplacements qui intriquent ses parents, étonnés par ses multiples voyages à Vire, Caen, Alençon ; et même Paris !

Le sous-groupe ornaïs du SR Air 40 dont fait partie Paulette Duhalde va prendre le nom de «Réseau Jeanne» ; du nom d'un lieutenant de réserve de l'Armée de l'Air, Robert Jeanne, alias «le pédagogue» – il était instituteur – venu remplacer Louis Esparre, alias «l'ingénieur».

Ingénieur des Travaux publics, Esparre avait été affecté en 1937 au poste d'ingénieur des Ponts-et-chaussées de l'Orne. Recruté dès septembre 1940 par le lieutenant Delage, ancien du SR Air, il va devenir le chef du secteur Normandie du SR Air 40. Delage lui demandera de lui fournir des photos et croquis d'avions fabriqués à Caen pour l'armée allemande ; ce qu'il obtiendra par l'intermédiaire de son beau-frère, Pierre Doucet, lequel

se les procurera auprès d'Henri Brunet, dirigeant d'un atelier de reproduction de plans pour ingénieurs réquisitionnés par les Allemands.

Ainsi, le réseau «Jeanne» va se procurer par cet intermédiaire les doubles de plans du port de Trouville, de l'usine de Dives, des fortifications en construction sur la côte normande de Cherbourg au Havre, un plan d'évacuation de Caen, un autre du réseau allemand de transmissions, etc. Toutes informations qui – via la Centrale de SR Air 40 à Limoges ou le poste de «Travaux Ruraux», TR 112 bis de Paris, alimentés par Henri Brunet et Paulette Duhalde – prendront la route de Londres ; un bar, le «Lady Chatterly», boulevard Maiesherbes à Paris, tenu par Robert Mazot, arrêtée par la suite, servait de boîte aux lettres et était le relais parisien de l'antenne de Limoges.



Remplacé par Robert Jeanne, Louis Esparre, se sentant menacé, se fera muter par son administration à la préfecture de Perpignan.

Le 11 novembre 1942, mis initialement sur la piste du réseau par un membre du contrespionnage français arrêté et ayant parlé, ce qui avait entraîné l'infiltration d'une taupe, à savoir un agent de l'Abwehr se faisant passer sous le nom de Rocher pour policier français lié à l'Intelligence Service, des arrestations – celles de Robert Jeanne et d'Henri Brunet – sont opérées par le S.D. à Caen. Elles seront bientôt suivies d'autres : le 12 novembre par celles de deux autres membres du réseau, Maury et Rouaud, deux ingénieurs de la Société française de représentation de machines-outils (SFRMO), qui aura servi de couverture au «Réseau Jeanne», dont la secrétaire, Suzanne Speisser, d'origine alsacienne, réussira à s'introduire dans l'administration de la base aérienne allemande du Bourget ; ayant fui à Lyon, celle-ci sera aussi arrêtée fin mars 1943.

Le 9 décembre 1942, la Gestapo arrête Paulette Duhalde à la Banque de France

et perquisitionnera le domicile de ses parents. Brièvement incarcérée à la caserne Bonnet d'Alençon, elle est transférée à Fresnes, où elle va rester cinq mois à l'isolement.

Le 18 décembre, Louis Esparre sera – la zone Sud a été envahie – arrêté à son domicile perpignanais. Une autre femme membre du réseau, la comtesse Cécile de Majo-Durazzo, négociante en vins à Paris, avait été arrêtée le 1^{er} décembre à Houlgate, où elle avait mis son hôtel à la disposition du réseau Jeanne.

Ils seront tous emprisonnés à Fresnes, où siègera du 1^{er} au 11 mai 1943 le Tribunal militaire de la Luftwaffe dans l'enceinte de la prison.

Robert Jeanne, Pierre Doucet, Henri Brunet et Louis Esparre, ainsi que Suzanne Speisser et Cécile de Majo-Durazzo, seront condamnés à mort ; Robert Jeanne, Pierre Doucet et Louis Esparre seront fusillés au Mont-Valérien le 28 mai 1943, Henri Brunet le sera le 29 septembre 1943 au stand de tir de Balard. Les deux femmes, graciées, seront déportées ; comme le seront les deux ingénieurs de la SFRMO, Maury et Rouaud, qui reviendront.

LA DEPORTATION

Paulette Duhalde sera quant à elle condamnée à 5 ans de réclusion en forteresse. Le 14 juillet 1944, elle est déportée. Classée «Nacht und Nebel» (NN), emprisonnée au secret successivement à Aachen puis Kottbus, près de Leipzig, elle est transférée le 21 novembre suivant au camp de concentration de Ravensbrück, où elle retrouve au bloc 32 la comtesse de Majo-Durazzo.

Paulette Duhalde travaille un temps à l'usine Siemens, puis au tri des wagons arrivant au camp mais, affaiblie, elle va contacter une pneumonie, puis la dysenterie et mourir d'épuisement dans la nuit du 22 au 23 avril 1945, âgée de 23 ans et 9 mois.

«Volontaire Paulette Duhalde répondant à l'appel de la France en péril de mort (...) – dira le 1^{er} septembre 1945 le Général de Gaulle – Vous avez été de ceux qui, au premier rang, lui ont permis de remporter la victoire...».

A titre posthume, sous-lieutenant des Forces Françaises de l'Intérieur, elle sera citée le 24 mai 1947 à l'ordre de l'armée, décorée de la Croix de Guerre avec palme, de la médaille de la Résistance et de la Légion d'honneur.

Le 10 juin 2011, dans l'enceinte du Fort de Vanves à Malakoff, sous la présidence du général Antoine Creux, directeur de la protection et de la sécurité de la Défense (DPSD), la promotion 2011 des inspecteurs de sécurité défense et de sûreté navale sera baptisée «Promotion Paulette Duhalde» : «sous des aspects ordinaires, cette jeune femme de Flers, secrétaire-comptable à la Banque de France, était en fait une femme extraordinaire. Les valeurs qu'elle a incarnées (courage, détermination, abnégation, maîtrise de soi) éclaireront les inspecteurs dans leurs nouvelles fonctions».

«LA FRANCE CONTINUE...»

Henri - Marie Archambault de Montfort, né le 19 janvier 1889, avait soutenu en 1915 à l'Université de Poitiers une thèse sur Condorcet et le suffrage, avant de devenir à l'issue de ses études secrétaire de rédaction des comptes rendus de l'Académie des sciences morales et politiques, puis directeur du secrétariat d'Alexandre Ribot, Président du Conseil et ministre des Affaires étrangères en 1917.

Se spécialisant sur les problèmes de l'Est européen, professeur à l'Institut des Hautes Etudes Internationales et au Centre d'études polonaises de Paris, il va épouser en 1919 Annie Degirmendjian-Shah-Vekil, d'une famille arménienne de Turquie, qui a été cette même année 1919 cofondatrice de l'Association France-Pologne, laquelle publie une revue bimensuelle, *la Pologne*.

Envoyé spécial du quotidien *le Temps* en Pologne et dans les Pays baltes entre 1923 et 1932, Henri de Montfort est particulièrement sensible à la naissance puis au développement de la menace que représente le réarmement allemand pour la paix en Europe centrale et orientale ; menace qui s'accroît avec l'arrivée d'Hitler au pouvoir. Cette préoccupation se ressent dans ses ouvrages *L'aspect européen de l'expérience baltique* (1930), *Les nouveaux Etats de la Baltique* (1933), *Dantzig, port de Pologne : dans le passé et le présent* (1939)...¹

L'occupation par la Wehrmacht de la France après sa défaite de l'été 1940, ayant suivi de dix mois celle de la Pologne, vont conduire Henri de Montfort - devenu directeur des services de l'Institut de France - et son

Henri et Annie de Montfort vont bénéficier de plusieurs concours : Francisque Gay, éditeur de journaux catholiques avant-guerre², aide à la diffusion du journal, Suzanne Feingold, secrétaire de l'Alliance Israélite Universelle, apporte un soutien financier.

Marietta Martin va aussi jouer un rôle important au sein du réseau de «la France continue» : c'est une femme poète profondément chrétienne d'une quarantaine d'années, qui a fait un doctorat de lettres, qui parle couramment l'anglais, l'allemand, l'espagnol, l'italien, le polonais et le danois, et qui s'est fait connaître par un premier ouvrage littéraire, *Histoires du Paradis*, publié en 1933.

Dès le début de l'Occupation, elle est entrée au «Réseau Hector», réseau de renseignement mis sur pied en septembre 1940 par le colonel Alfred Heurteaux («Hector»), puis a rejoint *la France continue*. Sa chambre, rue de l'Assomption, dans le 15^e arrondissement de Paris, devient la salle de rédaction du journal, rédaction à laquelle elle participe au côté de Paul Petit.

Agé de 47 ans en 1940, celui-ci a été secrétaire d'ambassade à Prague et Rome, Conseiller d'ambassade à Munich et Copenhague, il est devenu l'ami de Max Jacob, qui lui a dédié son poème *Reportage de juin 1940*, il est l'homme de confiance de Paul Claudel.

Le 12 décembre 1940, il a diffusé à Paris deux lettres ouvertes, au cardinal Suhard, auquel il reproche d'avoir appelé à soutenir Pétain, et au cardinal Baudrillart, à qui il reproche son appui à la politique de collabo-



De gauche à droite Henri de Montfort, Annie de Montfort, Paul Petit, Marietta Martin.

épouse Annie à entrer en Résistance, constituant un réseau d'amis et de collègues intellectuels qui va entreprendre, à partir du 10 juin 1941, date de la parution de son premier numéro, la publication d'un journal clandestin, *La France Résistante*.

Treize numéros paraîtront trimestriellement jusqu'en février 1942, fabriqués tout d'abord rue Cardinal à Paris (5^e) sur les presses de Roger Lescaret, un imprimeur membre de l'Organisation Civile et Militaire (OCM), qui imprime aussi un autre journal clandestin, *Pantagruel* ; puis chez un imprimeur d'Angers, Fardeau.

¹ Parallèlement à ses ouvrages politiques et historiques, à ses activités de journaliste et conférencier sur les problèmes internationaux, Henri de Montfort a publié de petits ouvrages populaires, cosignés avec son ami le romancier Paul de Garros.

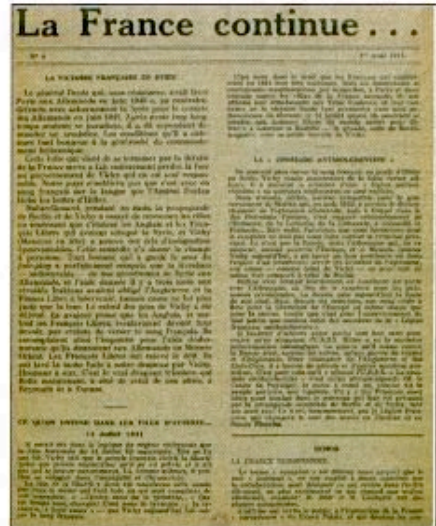
² Il avait été en 1924 le fondateur de la Vie catholique et en 1932 du quotidien *l'Aube*; sa maison d'édition publiera aussi le *Sillon*, d'orientation catholique de

ration avec l'occupant. Le 20 mars 1941, Paul Petit dénoncera dans un tract le régime de Vichy, rappelant que mieux vaut «*désobéir aux hommes plutôt qu'à Dieu et sauver [son] âme plutôt que de la perdre*».

VIOLEMMENT ANTIPETAÏNISTE

Sous son impulsion, *la France continue*, dont la diffusion atteindra les 10 000 exemplaires par numéro et que vont rejoindre l'historien du travail Emile Coornaert ainsi que Raymond Burgard, professeur de français au Lycée Buffon, va avoir une constante orientation violemment antipétaïniste : dans le premier numéro en date du 10 juin 1941, sous

gauche (Marc Sangnier). Francisque Gay, l'un des fondateurs du MRP à la Libération, sera député à l'Assemblée consultative provisoire (ACP), aux deux Constituantes, ministre d'Etat du Gouvernement de Gaulle (21 novembre 1945-26 janvier 1946), vice-président du Conseil (26 janvier-24 juin 1946), ministre d'Etat (24 juin-16 décembre 1946).



le titre «Vichy-État» et sous la signature «N. N.» Paul Petit publie un article dans lequel on peut lire un article : «*Il faut plaindre les honnêtes habitants de la cité thermale de l'Allier (...), voici que le nom de leur ville, jusqu'ici honorablement connu, est devenu pour la France et pour le monde entier, un opprobre et une flétrissure (...)* Vichy a fait la «*somme*», comme dirait Saint-Thomas, de toutes les hypocrisies, de toutes les lâchetés, de toutes les vilénies, de tous les crimes. Vichy, c'est (...) l'aviilissement devant le gangster de Berchtesgaden (...) C'est (...) la collaboration avec l'envahisseur (...) Ce sera demain, au nom de l'unité française, la guerre civile dans toute la France au profit de l'Allemagne. (...) Vichy, c'est l'anti-France».

La diffusion du journal s'est faite par les membres du réseau - Marietta Martin en diffuse à bicyclette et en expédie plusieurs milliers par la poste - ainsi que par l'intermédiaire d'une quasi-messagerie de la presse clandestine organisée pour Combat-Zone nord par Robert Guédon au 176 du quai Louis Blériot à Paris, et qui diffuse outre *la France Continue*, *les Petites Ailes de France*, *Valmy*, *Pantagruel*, *le Travailleur*, *Unter Uns* ainsi que des tracts.

C'est le démantèlement par la Gestapo de la messagerie de Robert Guédon en février 1942 qui va causer la perte de «La France continue» : dans la même opération seront arrêtés le 7 février Paul Petit, Marietta Martin, Raymond Burgard.

Tous trois, après un emprisonnement à Paris, seront transférés en Allemagne et condamnés à mort le 16 octobre 1943 par le 2^e Sénat du Volksgerichtshof (Tribunal du peuple) de Sarrebruck. Raymond Burgard sera guillotiné à la prison de Cologne le 15 juin 1944, Paul Petit le sera au même endroit le 24 août suivant. Marietta Martin ne sera pas exécutée, mais mourra de faiblesse à Francfort-sur-le-Main le 11 novembre 1944.

La veille 10 novembre, Annie de Montfort, arrêtée le 18 mars 1943 à Grenoble, et déportée par le transport 175 avec 958 autres femmes depuis Compiègne le 31 janvier 1944 à Ravensbrück, où elle intégra la Résistance, y était décédée.

LES POLONAIS DANS LA RESISTANCE EN FRANCE

Les relations entre la France et la Pologne sont anciennes. Au 16^e siècle, Henri de Valois – le roi Henri III en France – sera, sous le nom d'Henryk Valezy, Roi de Pologne du 11 mai 1573 au 12 mai 1575. Un siècle plus tard, Stanislas Leczinski, qui fut roi de Pologne, deviendra beau-père de Louis XV et sera de 1736 à 1766 duc souverain de Lorraine.

La Révolution française, et l'Empire qui la suivit, virent se renforcer les liens entre la Pologne et la France, où vinrent se réfugier de nombreux émigrés polonais – militaires notamment – ayant quitté leur pays disparaissant après son partage en 1795 entre la Russie, la Prusse et l'Autriche.

Dès 1796, avec le soutien de Bonaparte, se créent en France des «Légions polonaises», telles la «Légion de la Vistule» ou la «Légion du Danube», véritable armée en exil qui – sous la conduite notamment du général Jan-Henrik Dabrowski – combattra aux côtés des troupes françaises, en Italie, en Egypte, en Espagne et jusqu'aux Antilles.

Bonaparte, devenu l'Empereur Napoléon, sera, après avoir vaincu la Prusse et l'Autriche, l'artisan de la Restauration en 1807 d'un Etat polonais, le Grand-Duché de Varsovie. Ayant participé à l'invasion de la Russie par d'importants contingents intégrés dans la Grande Armée de l'Empire napoléonien, le Grand-Duché de Varsovie sera entraîné dans sa débâcle finale. L'Arc-de-Triomphe à Paris porte gravés sur ses flancs les noms de généraux polonais comme Josef Chlopicki ou le Prince Jozef Poniatowski, maréchal d'Empire.

LA FRANCE, TERRE DE REFUGE

Pendant un peu plus d'un siècle, la Pologne n'existera plus comme Etat, ayant à nouveau été partagée entre la Russie, l'Autriche et la Prusse. Elle sera secouée à plusieurs reprises par des révoltes nationales, dont l'insuccès conduira à l'exil – en particulier en France – de nombreux patriotes polonais, tels Adam Czartoryski, Président du Gouvernement national insurrectionnel de 1830, Valery Wroblewski, participant de l'Insurrection polonaise de 1863, qui deviendra le commandant des fortifications de la Commune de Paris en 1871. Jaroslaw Dombrowski, militaire impliqué dans la préparation de cette insurrection de 1863, rallié en 1871 à la Commune de Paris, en deviendra avec – le grade de général – le chef militaire et sera tué par les Versaillais le 23 mai 1871, au pied d'une barricade.

La triple domination russe, autrichienne et allemande, les difficultés économiques et sociales que connaît la Pologne écartelée, conduisent à la fin du 19^e siècle et dans les premières années du 20^e nombre de Polonais à émigrer : ils seront plusieurs dizaines de milliers en France, ouvriers mineurs dans le Nord-Pas-de-Calais, commerçants et intellectuels en Région Parisienne mais aussi 10 000 ouvriers agricoles repartis à travers la France.

Quand éclate en 1914 la Première

Guerre mondiale, plusieurs centaines d'entre eux rejoignent un «Comité des Volontaires polonais» créé à Paris, s'engagent dans la Légion étrangère. Entraînés à Bayonne et à la Caserne Reuilly à Paris, ils seront engagés dès le printemps 1915 en Champagne et en Picardie puis dans l'Artois.

Mais, ce n'est qu'en juin 1917, après la chute de l'Empire tsariste, qu'une formation armée polonaise est officiellement créée en France. Constitué en janvier 1918, le 1^{er} régiment de chasseurs polonais est grossi par des volontaires polonais venus des Etats-Unis et par l'enrôlement de 1 500 prisonniers de guerre de l'Armée allemande d'origine polonaise, il sera la matrice de «l'armée bleue» – couleur de son uniforme bleu horizon – commandée par le général Haller, composée des 1^{re} et 2^e divisions d'infanterie polonaise, formées avec le concours de plus de 20 000 immigrés polonais des Etats-Unis et engagées en Champagne en septembre 1918, puis dans les Vosges et en Lorraine. La proclamation de la restauration de l'Indépendance polonaise par Pilsudski le 11 novembre 1918, jour de la signature de l'armistice franco-allemand, conduira au rapatriement de l'Armée bleue en Pologne.

Le nouvel Etat est rapidement confronté au problème de la définition de ses frontières, établies après des référendums locaux, en Silésie et en Mazovie, ou des conflits, avec la Lituanie et la Russie Soviétique, l'armée polonaise bénéficiant du concours d'une mission militaire française conduite par le général Weygand et à laquelle participera le capitaine Charles de Gaulle.

A leur issue, la Pologne – qui a signé en février 1921 avec la France un pacte d'alliance avec assistance mutuelle en cas d'agression – inclura dans ses frontières 27 millions d'habitants ; elle en comptera 35 en 1935. Formant près d'un tiers de la population totale, les minorités nationales sont essentiellement des Ukrainiens (14 %, concentrés dans le sud-est), Juifs (plus de 3 millions), Allemands (2 %) à l'Ouest en Pologne et dans le corridor de Dantzig, Biélorusses, Lituaniens...

Cette question des nationalités avec le respect de leurs droits nationaux, l'antisémitisme diffus, parfois violent comme lors du pogrome de Grodno en 1936, la répression politique – notamment du mouvement ouvrier – et les difficultés économiques et sociales suscitent dans l'entre-deux guerres une émigration importante.

UNE FORTE EMIGRATION

Environ 700 000 Polonais vont émigrer vers la France, encouragés par la «Mission française pour le Recrutement de la Main-d'œuvre en Pologne», puis à partir de 1924 par la «Société Générale d'Immigration». L'effectif constant des Polonais en France variera de 46 000 en 1921 à 508 000 en 1934, en fonction des arrivées mais aussi des départs, volontaires ou non : le futur dirigeant de la Pologne dans les années

1970, Edward Gierek, de 1926 à 1934 mineur à Ostricourt, dans le Nord, sera expulsé de France en 1934 pour son activisme communiste...

En 1936, la communauté polonaise est forte de 423 000 personnes. 30 % des Polonais actifs travaillent dans l'agriculture, 27 % dans les mines de charbon, de fer et de potasse du Nord-Pas-de-Calais, de Saône-et-Loire, de Lorraine et d'Alsace, du Massif Central et des Cévennes, 10 % dans le textile et 8 % dans la métallurgie. En Région parisienne, nombreux sont les Polonais d'origine juive qui sont ouvriers ou artisans dans les professions du textile, du cuir, de la fourrure...

Une Mission catholique polonaise, existante à Paris depuis le milieu du 19^e siècle et qui a depuis 1922 compétence sur tout le territoire français, exerce une forte influence au sein de cette communauté polonaise ; celles des rabbins n'est pas non plus négligeable. Outre leurs missions pastorales, les uns et les autres ont des œuvres de solidarité, de charité, d'enseignement des langues maternelles, le polonais et le yiddish, ils animent des patronages de jeunes, des clubs sportifs, des associations culturelles.

L'émigration polonaise dans l'entre-deux guerres ayant eu aussi, nous venons de le voir, une forte dimension politique, du fait de l'évolution autoritaire et répressive des gouvernements qui se succèdent à Varsovie, de nombreux émigrés Polonais vont à leur arrivée en France y rejoindre les organisations syndicales et politiques du mouvement ouvrier, partis communiste et socialiste, CGT et CGTU, clubs sportifs ouvriers, parfois dans des structures spécifiques, tels les groupes de langue polonais et yiddish de la Main-d'œuvre immigrée, la M.O.I. liée à la CGTU ou les clubs sportifs de la F.S.T., de l'USSGT ou du Yask.

Un exemple parmi d'autres : le jeune Henri Krasucki, né en Pologne à Wolomin en 1924, fils de deux ouvriers du textile militants communistes polonais, arrivé en France à l'âge de 4 ans avec sa mère, à Paris dans le 20^e arrondissement, où son père les avait précédés deux ans plus tôt. L'un des jeunes «pionniers rouges» du patronage coopératif ouvrier de «la Belle-villoise», devenu ajusteur à l'âge de 15 ans, dont le père Isaac passera à la clandestinité en 1939 suite à l'interdiction du Parti communiste, Henri Krasucki adhèrera aux Jeunesses Communistes fin 1940 dans un Paris désormais occupé par les nazis, et participera à des actions de Résistance dans les rangs de la M.O.I. clandestine. Après son père arrêté le 20 janvier 1943, déporté à Birkenau où il sera gazé, Henri Krasucki sera à son tour le 23 mars 1943, déporté Auschwitz puis début 1945 évacué à Buchenwald, d'où il reviendra.

LE COMBAT ANTIFASCISTE

Si ce qui va devenir pour l'histoire la Seconde Guerre mondiale s'est généralisée à partir de l'agression nazie contre la

Pologne le 1^{er} septembre 1939, elle débuta en juillet 1936 en Espagne, où la rébellion fasciste franquiste contre la République reçut l'aide militaire directe d'Hitler et Mussolini, alors que la France et la Grande-Bretagne se liaient les mains par la politique de non-intervention. Vinrent au secours de la République Espagnole des antifascistes du monde entier, combattants des Brigades internationales. Avant même leur création officielle à partir de septembre 1936, est formée une unité internationaliste de mitrailleurs polonais portant le nom du général communiste Dabrowski, qui deviendra le «Bataillon Dabrowski» de la XI^e Brigade internationale, ayant en son sein une section juive, la compagnie «Naf-tali Botwin». On estime à environ de 5 000 à 6 000 le nombre de Polonais ayant combattu aux côtés de la République espagnole, dont près des 2/3 étant des immigrés polonais en France.

Tels Szlama Grzywacz, né dans le Centre-nord de la Pologne en 1910, ouvrier cordonnier, condamné en 1931 pour ses activités communistes, arrivé en France en 1936 et qui logea un temps dans la famille d'Henri Krasucki, avant de partir rejoindre les Brigades internationales. Interné à Gurs et Argelès au retour d'Espagne, il s'en évada pour rejoindre Paris. Entré en Résistance dès l'occupation de la France, il anima les syndicats clandestins de la fourrure et entra en août 1942 au 2^e détachement FTP-M.O.I. puis sera affecté au détachement des «dérailleurs».

Arrêté en novembre 1943, condamné à mort, il est fusillé au Mont-Valérien le 21 février 1944 avec Stanislas Kubacki, lui aussi immigré de Pologne en France en 1925, qui vint habiter à Livry-Gargan, et qui lui aussi, après avoir rejoint les Brigades Internationales, avait été interné à Gurs d'où il s'évadera lors de sa déportation en Allemagne avant de poursuivre la lutte clandestine. Arrêté en décembre 1942, il sera joint au procès du Groupe Manouchian-Bocsov : *Je meurs pour la liberté de la Pologne et de la France* seront ses derniers mots.

Ou encore Josef Epstein, qui – alors responsable des FTP de la Région parisienne – sera arrêté le 16 novembre 1943 à Evry-Petit-Bourg en même temps que Missak Manouchian, était né en 1911 à Zamosc en Pologne. Exilé en France en 1931, il aura été lui aussi un combattant des Brigades internationales, un interné de Gurs. Devenu le colonel Gilles commandant les FTP de la Région parisienne. Il sera fusillé au Mont-Valérien le 11 avril 1944.

Héros du Groupe Manouchian-Bocsov, né en Pologne en 1918, ayant gagné à 16 ans la Palestine, Jonas Geduldig rejoignit les Brigades Internationales où il sera affecté à la batterie d'artillerie Anna Pauker. Il connaîtra lui aussi en 1939 les camps de Gurs et Argelès, d'où il s'évadera. Résistant sous le nom de Michel Martiniuk, il rejoint en avril 1942 le 2^e détachement FTP-M.O.I. Il sera arrêté le 17 novembre 1943, lors du Procès de «l'Affiche rouge».

Le 1^{er} septembre 1939, l'Allemagne nazie attaqua la Pologne. Conformément au Pacte franco-polonais de 1921, la

France déclara la Guerre à l'Allemagne le 3 septembre et, le 9 septembre un accord franco-polonais va prévoir la formation d'une division polonaise en France recrutant parmi les immigrés. En Pologne, l'offensive nazie prend Cracovie le 6 septembre, Varsovie tombe le 27 septembre, le gouvernement polonais part en exil, une partie de l'armée polonaise se réfugie en Roumanie.

L'ARMEE POLONAISE EN FRANCE

C'est en France que s'établit – à Paris puis en novembre 1939 à Angers – le Gouvernement polonais en exil, c'est en France que se reconstitue l'armée polonaise – une division de grenadiers, une division de chasseurs à pied, deux divisions d'infanterie, des bataillons de chars, un groupe de chasse aérien – forte en juin 1940 de 85 000 hommes ; des Polonais auront aussi intégré directement l'armée française, notamment la Légion étrangère, tel Josef Epstein. L'Armée polonaise en France participera à toutes les campagnes de l'Armée française : expédition de Narvik bataille de France, luttant en Lorraine, en Champagne, défendant Belfort.

Après la défaite de la France, 16 000 soldats polonais furent faits prisonniers, 13 000 autres réussirent à gagner la Suisse où ils furent internés, une trentaine de milliers réussira par le port de Libourne à se faire évacuer en Grande-Bretagne, où se réfugia aussi le Gouvernement polonais en exil dirigé par le général Sikorski. Près de 20 000 resteront en France, souvent réquisitionnés dans les groupements de travailleurs étrangers (G.T.E.). Avec la population polonaise immigrée, ils seront un vivier où recruter la Résistance.

Il y aura à la fois des Polonais dans la Résistance française, tels ceux regroupés dans la M.O.I., et une Résistance polonaise en France formée de mouvements et réseaux se rattachant au gouvernement polonais de Londres.

Les plus importants de ces derniers va être le Réseau F2, émanant du 2^e Bureau de l'Armée polonaise, créé en juillet 1940 à Toulouse où existe un centre de démobilisation de militaires polonais ayant servi dans l'armée polonaise en France, et qui se spécialisera dans la recherche du renseignement militaire jusqu'en Belgique et au Luxembourg.

F2 malgré des arrestations développera son activité, cloisonnée en plusieurs sous-réseaux, regroupant en 1944 plus de 2 500 agents permanents ou occasionnels, des Polonais mais aussi des Français.

Le principal mouvement polonais, se rattachant lui aussi au gouvernement de Londres, sera l'«Organisation Polonaise de combat pour l'Indépendance», *Polska Organizacja Walki o Niepodleglosc*, POWN, la POWN (réseau *Monica*), créée l'été 1941 à l'initiative d'un envoyé de Londres, Czeslaw Bitner, et à la tête de laquelle est placé Alexandre Kawalkowski, ancien consul de Pologne à Lille. La POWN, qui a pour mission le renseignement, la propagande antiallemande, la préparation des sabotages et de l'insurrection va d'abord s'implanter dans le milieu des mineurs polonais du

Nord-Pas-de-Calais puis à Paris, en Belgique et dans le Limbourg néerlandais. En 1943, elle comportera 4 000 membres ayant prêté serment.

La POWN, entra en contact avec le Conseil National de la Résistance début 1944. Parachuté en France le 22 juillet 1943, le colonel Daniel Zdrojewski signera le 28 mai 1944 avec Jacques Chaban-Delmas un accord plaçant les unités polonaises dépendant de la POWN – 5 000 membres en 1944 – sous le commandement tactique des FFI. Ainsi la POWN participera à des combats dans le Jura, la Côte-d'Or en Saône-et-Loire. En juillet 1944, les élèves du Lycée polonais de Villars-de-Lans participeront aux combats du Vercors, 11 d'entre eux et deux de leurs professeurs y seront tués.

Il y aura d'autres structures de Résistance polonaise, telles les organisations «Nurmi», «Wisigoth-Lorraine», «Farmer»,



La direction de la POWN à Lille le 20 octobre 1944 ; au 1^{er} rang au centre, Alexandre Kawalkowski, au 2^e rang, 5^e à partir de la gauche, Czeslaw Bitner.

«Loyola», souvent directement liées au S.O.E. britannique ; des prêtres de la Mission catholique polonaise participèrent aussi à la Résistance, certains seront déportés par les Allemands, tel le père Franciszek Cegiełka, recteur depuis 1937, qui le fut à Dachau.

M.O.I. ET F.T.P.-M.O.I.

L'autre grand courant de la Résistance des Polonais en France se rattache au mouvement ouvrier français, à la « Main-d'œuvre immigrée » (M.O.I.), aux FTP-M.O.I. Louis Gronowski – dit «Brunot» – fut membre du Triangle de Direction de la M.O.I. de 1940 à la Libération.

Le martyr des Brigadistes Szlama Gzrzywacz, Jonas Geduldig et Stanislas Kubacki, que nous avons évoqué, fut aussi celui d'autres Polonais combattants des FTP-M.O.I. au sein du Groupe Manouchian-Bocsov : Maurice Fingerweig, né à Varsovie en 1923, arrivé en France avec ses parents en 1926, avait rejoint les FTP-M.O.I. en 1942, après la Rafle du Vel d'Hiv' qui emporta sa famille vers les camps de la mort ; un sort que connut aussi celle de Léon Golberg, né en 1924 à Lodz, entré aux FTP-M.O.I. fin 1942, arrêté le 25 novembre 1943.

Marcel Rayman, né en 1923 à Varsovie, arrivé en France à l'âge de 8 ans, après avoir en 1940 participé à la réorganisation de la Jeunesse communiste clandestine, entra en décembre 1942 au 2^e détachement des FTP et participa le 28 septembre

MOUVEMENTS ET RESEAUX...



LES HEROS POLONAIS DE L'AFFICHE ROUGE

De gauche à droite, Maurice Fingerweig, Jonas Geduldig, Léon Golberg, Szlama Grzywacz, Stanislas Kubacki, Marcel Rayman, Willy Szapiro, Wolf Wajsbrot.

1943 à l'exécution du négrier nazi Julius Ritter.

Willy Szapiro, né en 1910 en Pologne méridionale, après être passé par la Palestine puis l'Autriche qu'il quitta en 1938 après l'Anschluss, vint en France ; l'Occupation venue, il devint en 1943 secrétaire de la section juive de la CGT clandestine avant de s'engager dans les FTP - M.O.I.

Wolf Wajsbrot, né en 1925 dans la région de Lublin, passa son enfance à Ivry-sur-Seine, rejoignit les FTP-M.O.I. à l'été 1942 et sera arrêté le 17 novembre 1943.

Les Polonais auront été très présents dans les structures clandestines de la M.O.I. comme ils l'avaient été avant-guerre, les groupes M.O.I. polonais de la CGT comptant fin 1936 près de 80 000 membres : ils seront nombreux dans les FTP en général et les FTP-M.O.I. en particulier, dans les maquis aussi.

Ils auront participé en mai-juin 1941 à la grève des mineurs du Nord-Pas-de-Calais ; membres de la Commission centrale de la M.O.I., les Polonais Rutkowski et Larysz furent parmi les dirigeants de la grève. Zenon Pletko sera fusillé dans la Citadelle d'Arras...

Dans le sud-Ouest se forma fin 1942 la 35^e Brigade des FTP-M.O.I., commandée par Marcel Langer, né en 1903 en Pologne, ancien des Brigades internationales, qui, arrêté le 5 février 1943, condamné à mort

En Saône-et-Loire se formeront en 1942-1943 le groupe «Combat» de Jean Wiucki, et une unité FTP-M.O.I., à Saint-Etienne fut formé le détachement polonais du capitaine «Maurice», à Dijon le bataillon «Stalingrad» commandé par Maslankiewicz, d'autres détachements polonais le furent à Marseille, Grenoble, Carmaux, dans le Gard...

En avril 1944 se tint dans le Pas-de-Calais une conférence réunissant, l'Union des Anciens Combattants polonais, l'Union de la Jeunesse Polonaise «Grunwald», l'Union de Sainte-Barbe (organisation catholique), les sections polonaises de la CGT, l'Organisation d'Aide à la Patrie, les cercles de femmes polonaises, des organisations culturelles et sportives, à l'issue de laquelle est formé le «Comité Polonais de la Libération Nationale» (*Polski Komitet Wyzwolenia Narodowego, PKWN*) qui se référerà au Comité homonyme formé à Lublin lors de l'entrée de l'Armée rouge en Pologne. Fut aussi décidée la création d'une «milice patriotique polonaise».

LES COMBATS LIBERATEURS

L'insurrection nationale déclenchée au lendemain du débarquement allié du 6 juin en Normandie – et auquel participèrent des unités polonaises – mobilisa les Polonais de France. Les mineurs polonais de La

Zakrzewski sera adjoint militaire du commandant FFI de la Région de Grasse...

14 compagnies des «Forces Armées Polonaises de France», liées à la POWN, » formèrent les bataillons «Vilnien», «Lwovien», «Poznanien».

Les Polonais prirent part à l'insurrection de Paris, dans les rangs des FTP-M.O.I., qui formeront la compagnie «Stanislas Kubacki», ou dans ceux de la POWN, notamment Place Saint-Michel, près de Saint-Paul, des anciens bâtiments diplomatiques polonais.

Dans le Nord, les Unités «Gdansk», «Lublin», «Cracovie» des milices patriotiques polonaises, fortes de 9 000 hommes, participèrent à la Libération de Lille, Valenciennes...

En Saône-et-Loire, le 9^e bataillon FTP, qui devient le bataillon «Adam Mickiewicz» au sein du régiment «Valmy», va participer le 8 septembre 1944 à la bataille d'Autun.

On estime au total à 25 000 les Polonais dans les unités FTP-milices patriotiques, 16 000 dans celles de la POWN. Près de 10 % des Polonais de France auront participé de manière active à la Résistance, 5 000 d'entre eux auront donné leur vie dans cette lutte.

À la Libération, les anciens combattants de la Résistance polonaise vont former diverses unités militaires, se réclamant les unes – 27 bataillons et 20 compagnies issus de la POWN – du Gouvernement polonais de Londres, les autres – issues des FTP – se référant aux autorités polonaises mises en place sur le sol national libéré par l'Armée rouge et qu'on appellera le «Comité de Lublin».

Les secondes, commandés par Boleslaw Maslankiewicz, Boleslaw Jelen et Jan Gehrard – tous anciens Brigadistes – formeront les 19^e (anciens FTP-M.O.I. de Montceau-les Mines, Lyon et Saint-Etienne) et 29^e (Anciens FTP-M.O.I. du Nord-Pas-de-Calais Groupements d'Infanterie Polonaise (G.I.P.), dont les 2 900 hommes participeront fin janvier 1945 à la bataille d'Alsace puis en avril à l'offensive de la 1^{re} Armée française en Bade-Wurtemberg.

À la mi-novembre 1945, Le Gouvernement Provisoire de la République Française ayant reconnu le Gouvernement de Varsovie aux lieux et place de celui de Londres, les 19^e et 29^e G.I.P. gagneront la Pologne, où ils seront reçus avec tous les honneurs.



Sur l'écrêteau : 1^{re} A.F., 19^e G.I.P., 5^e compagnie, en août 1945 à Villingen (Pays de Bade).

le 21 mars par un tribunal pétainiste, sera guillotiné le 23 juillet 1943. La 35^e brigade prendra son nom en hommage et poursuivra son combat.

Mure libèrent la localité, les maquisards polonais FTP-M.O.I. du «capitaine Maurice» alias Roman Pietrowski libèrent Carmaux, dans les Alpes-Maritimes,

LA TRAGÉDIE DES OTAGES

Le 22 octobre 1941, dans la clairière de la Sablière à Châteaubriant, les nazis, en représailles de l'exécution par des Résistants du commandant allemand de Nantes, fusillaient 27 responsables politiques et syndicaux, d'anciens élus, des militants, placés sur une liste d'otages établie avec la complicité active de Pucheu, ministre de

l'Intérieur du régime pétainiste, et qui - étant alors détenus au camp de Choisel - n'avaient pris aucune part aux événements de Nantes. Ils étaient, avec d'autres patriotes exécutés à Nantes et à Paris, ainsi qu'à Souge, les premières victimes de la politique nazie des otages. Nous rendons par ce dossier hommage aux 27...



Dès son offensive de mai-juin 1940, la Wehrmacht s'en prit à des civils, en représailles de la résistance rencontrée par son offensive : le 21 mai, le 3^e régiment d'infanterie de la division SS «Totenkopf», dirigé par Lammerding, le futur bourreau d'Oradour, fusilla des civils dans plusieurs localités du Pas-de-Calais : 5 à Mercatel, 5 autres à Simencourt, 4 à Hermaville. Ce même jour, le 2^e régiment de la «Totenkopf» fusilla 80 otages civils à Aubigny-en-Artois et, le lendemain 22 mai, 45 autres à Berles-Monchel.

D'autres otages seront fusillés les 23 et 24 mai à Etrun et à Beuvry (62), le 14 juin en Région parisienne (à Villepinte, Tremblay-les-Gonnesse, Mitry-Mory et Villeparisis).

L'amistice signé le 22 juin mettra un terme aux opérations militaires et aux exactions les accompagnant, mais hélas pas à la pratique des otages que le Haut-commandement allemand en France va mettre en œuvre en en faisant un aspect majeur de sa politique répressive, que codifiera le 30 septembre 1941 le «Code des otages».

Un an auparavant, une première ordonnance du Haut-commandement de la Wehrmacht, publiée le 30 septembre 1940, avait défini les otages comme étant «des habitants du pays qui garantissent de leur vie l'attitude impeccable de la population. La responsabilité de leur sort se trouve ainsi placée entre les mains de leurs compatriotes. Par suite, la population doit être publiquement menacée de voir les otages rendus responsables des actes inamicaux de chacun. Seuls les citoyens français peuvent être pris comme otages».

Le 22 août 1941, au lendemain du «coup de feu» de Fabien, qui initie la lutte armée de la Résistance contre les forces d'Occupation,

Otto von Stülpnagel, Militärbefehlshaber in Frankreich, appliquant les directives de Keitel, chef du Haut-Commandement de la Wehrmacht (OKW), publie une ordonnance qui stipule qu'«à partir du 23 août, tous les Français mis en état d'arrestation, que ce soit par les autorités allemandes en France, ou qui sont arrêtés par celle-ci, sont considérés comme otages. En cas de nouvel acte, un nombre d'otages correspondant à la gravité de l'acte commis, sera fusillé».

Ce texte sera aggravé à peine un mois plus tard : une nouvelle ordonnance en date du 19 septembre 1941 élargit la notion d'otages «à tous les Français mâles qui se trouvent en état d'arrestation, pour une activité communiste ou anarchiste, auprès des services français ou qui s'y trouveront à l'avenir».

Trois jours plus tôt, Keitel dans une directive alors restée secrète, avait en quelque sorte fixé un sinistre barème : «on peut généralement considérer la peine de mort pour 50 à 100 communistes otages comme châtement convenable pour la mort d'un soldat allemand».

LE «CODE DES OTAGES»

Mais c'est la promulgation par Stülpnagel de l'ordonnance du 30 septembre 1941, appelée «Code des otages» (en allemand *Sühnepersonen*, «victimes expiatoires»), qui explicite de la manière la plus complète la politique nazie : «Si - dit-il - l'on se base sur ma note du 22 août 1941 et sur mon ordre du 19 septembre 1941, les groupes ou personnes suivantes sont, par suite, otages :

a) l'ensemble des Français qui sont actuellement détenus par les services allemands, pour quelque raison que ce soit, par exemple arrestations de police, détentions préventives, détentions punitives ;

b) l'ensemble des Français qui sont détenus par les services français en France, pour les services allemands ; à ce groupe appartient :

- premièrement, l'ensemble des Français qui sont mis en état d'arrestation par les services français pour activité anarchiste ou communiste ;

- deuxièmement, l'ensemble des Français qui auront à accomplir une peine privative de liberté sous le contrôle des autorités françaises, à la demande des tribunaux militaires allemands ;

- troisièmement, l'ensemble des Français qui, sur la demande des services allemands, ont été arrêtés par les services français ou seront maintenus en état d'arrestation, ou seront remis aux services français par les services allemands pour les garder en état d'arrestation...»

Pour concentrer en Région Parisienne le nombre d'otages suffisant à répondre à leurs

« besoins », les Allemands vont ouvrir deux camps, celui de Compiègne-Royallieu pour les militants et sympathisants communistes et celui de Romainville, pour les prisonniers en «détention de sûreté» (*Sicherungshaft*).

Alors que le haut-commandement militaire allemand en France, qui prend conscience que les exécutions d'otages en soulevant l'hostilité de la population sont loin de dissuader la Résistance et la renforcent au contraire, souhaite les remplacer par les déportations NN (*Nacht und Nebel*, «Nuit et Brouillard») ou par des exécutions en Allemagne, Hitler va, en nommant en mars 1942 le général SS Karl Oberg «chef suprême des SS et de la police en France» choisir au contraire de renforcer la répression.

Dès le 10 juillet 1942, Oberg aggrave la politique des otages : «les proches parents masculins et les beaux-frères et cousin des auteurs de troubles au-dessus de dix-huit ans seront fusillés. Toutes les femmes du même degré de parenté seront condamnées aux travaux forcés. Tous les enfants, jusqu'à 17 ans révolus, des hommes et des femmes frappés par ces mesures seront remis à une maison d'éducation surveillée»...

Le 29 juillet, Oberg et Bousquet, secrétaire général de la police du régime pétainiste s'accordent quant à la politique des otages...

Les Otages

**DECLARATION DU
Président Roosevelt
SUR LES EXECUTIONS
D'OTAGES EN FRANCE**

*Maison Blanche, Washington
25 octobre 1941*



« La pratique consistant à exécuter en masse d'innocents otages en représailles d'attaques isolées contre des Allemands dans les pays provisoirement placés sous la botte nazie révèle un monde pourtant déjà endurci aux souffrances et aux brutalités.

« Les peuples civilisés ont depuis longtemps adopté le principe qu'aucun homme ne doit être puni pour les actes d'un autre homme. Incapables d'appréhender les personnes ayant pris part à ces attaques, les nazis, selon leurs méthodes caractéristiques, égorgent cinquante ou cent personnes innocentes.

« Ceux qui voudraient «collaborer» avec Hitler, ou qui voudraient chercher à l'apaiser, ne peuvent point ignorer cet effroyable avertissement.

« Les nazis auraient pu apprécier de la dernière guerre l'impossibilité de briser le courage des hommes par la terreur. Au contraire, ils développent leur «lebenraum» et leur «ordre nouveau» en s'enfonçant plus bas qu'ils n'avaient eux-mêmes jamais été dans un abîme de cruauté.

« Ce sont là les actes d'hommes désespérés qui savent au fond de leur cœur qu'ils ne peuvent pas vaincre. Le terrorisme n'apportera jamais la paix en Europe. Il ne fait que semer les germes d'une haine qui, un jour, amènera un terrible châtement. »

Franklin D. Roosevelt



Jules AUFFRET

Né le 7 septembre 1902 à Trignac (Loire-Inf^{re}) dans une famille ouvrière, il entre dès 13 ans dans l'industrie métallurgique de la Basse-Loire, il travaille en 1921 aux Chantiers de constructions navales de Penhœt.

Syndiqué dès 13 ans, il fonde la jeunesse syndicaliste de Trignac, et adhère à la section socialiste en 1920. Suite à la scission socialiste au congrès de Tours, il est un des fondateurs de la section communiste.

Ses engagements politique et syndical lui ayant valu l'hostilité du patronat local, il part en Région Parisienne

au début des années vingt.

Travaillant, à la Société d'Éclairage, Chauffage et Force Motrice de Pantin, habitant Bondy, il poursuit ses activités syndicales et politiques : en 1928, il est secrétaire de la section communiste de Bobigny.

Aux élections municipales de 1935, présent sur la liste antifasciste qui triomphe à Bondy, il devient 2^e adjoint au maire communiste Ponchy. En juin suivant, il est élu aux élections cantonales des 26 mai et 2 juin dans le canton de Noisy-le-Sec.

Parallèlement à l'exercice de son mandat d'élu, il dirige des sections locales du Secours populaire et du mouvement populaire «Paix et Liberté» (Amsterdam-Pleyel). Du 2 janvier 1937 à 1939, il assure le secrétariat général de la région communiste Paris-Est.

Arrêté le 18 décembre 1939 suite à la dissolution du Parti communiste, il est déchu de ses mandats électoraux le 21 janvier 1940, interné au Château de Baillet jusqu'au 29 avril, transféré à l'Île d'Yeu puis au Centre d'Incourt le 11 octobre 1940, à la prison de Fontevrault le 4 décembre 1940, à celle de Clairvaux le 20 janvier 1941 et le 15 mai 1941 à Choisel.



Henri BARTHELEMY

Né le 2 avril 1884 à Longeron-Thouars (Deux-Sèvres), Petit-fils d'un cultivateur et fils d'un garde-barrière, militant socialiste et syndicaliste dès avant la Première Guerre mondiale, il choisira après la scission du Parti Socialiste au congrès de Tours 1920, de rester dans la majorité devenue communiste.

Militant de la Fédération nationale des Travailleurs des chemins de fer, ajusteur au dépôt du réseau État à Niort, il est révoqué pour grève en 1920.

En 1919, il avait été sans succès candidat socialiste aux élections législatives. En mai 1935, alors sous-chef de brigade au dépôt de Thouars, il est élu conseiller municipal de la ville. Il sera - sans succès candidat du Parti communiste aux élections législatives de mai 1936, dans la circonscription de Bressuire (Deux-Sèvres). Le conseil municipal de Thouars, avec à sa tête le maire communiste Albert Boisseau, sera dissous en octobre 1939.

Le Parti communiste ayant été lui-même dissous le 6 septembre suite à son approbation du Pacte germano-soviétique, Henri Barthelemy, alors retraité de la SNCF âgé de 57 ans, qui a poursuivi son engagement politique, est arrêté le 7 mars 1940 pour diffusion de l'*Humanité* clandestine et incarcéré à Poitiers ; d'où il est libéré le 18 juillet suivant.

Arrêté à nouveau le 20 avril 1941 suite à une décision d'internement administratif prise à son encontre par le préfet, il est emprisonné à Nantes puis interné à Châteaubriant. Au responsable du camp, Touya, lui proposant la libération sous condition d'une déclaration favorable à Pétain, il aurait répondu : «Je suis entré ici la tête haute, j'en ressortirai de même». Une rue de Thouars porte son nom.



Titus BARTOLI

Né à Palnecca en 1883 (Corse-du-Sud), fils de Constantin Bartoli et d'Angélique Santoni, agriculteurs-éleveurs, il sera élève de l'École normale d'Ajaccio et deviendra instituteur. Il est nommé dans l'Allier de 1905 à 1910, puis à Digoïn en Saône-et-Loire, s'y mariant.

Mobilisé pendant la Première Guerre mondiale, il sera blessé et distingué par la Croix de Guerre 1914-1918 et la Médaille militaire.

Ayant repris son métier d'instituteur, qu'il exercera jusqu'à sa retraite en 1938, il milite au syndicat de l'Enseignement, présidant en 1935 la fusion

des syndicats enseignants. Ayant adhéré au Parti communiste à sa fondation, il deviendra secrétaire de la section locale («rayon») communiste de Digoïn.

Ayant maintenu ses liens avec le parti communiste clandestin depuis son interdiction en septembre 1939 (il est signalé dès la fin octobre par le sous-préfet comme ayant une «certaine activité»), il poursuit son militantisme après l'armistice de juin 1940 : il est arrêté le 21 juillet 1941 dans son jardin, il lui est reproché par la police française d'avoir distribué des tracts dénonçant l'attaque du 22 juin contre l'Union soviétique.

Après avoir été emprisonné quelque temps à la maison d'arrêt de Chalon-sur-Saône, il est transféré et interné au camp de Choisel à Châteaubriant.

Lorsqu'à la demande des Allemands est établie par les services de Pucheu, ministre de l'Intérieur du régime pétainiste, une liste d'otages à fusiller en représailles de l'attentat ayant coûté la vie au feldkommandant de Nantes, il est placé sur elle.

Ses derniers mots avant son exécution, gravés sur un mur du camp de Châteaubriant seront «je meurs avec courage, avec l'espoir que mon idéal triomphera».



Maximilien BASTARD

Né le 27 novembre 1920 à Murs-Érigné (Maine-et-Loire), Maximilien Bastard était employé avant-guerre comme chaudronnier à l'usine LCB (Locomotives Batignolles - Châtillon) de Nantes (Loire-Inférieure, Loire-Atlantique) travaillant notamment pour la Défense.

Occupée lors des grèves de 1936, l'usine sera considérée comme un «bastion rouge». Maximilien Bastard aurait adhéré aux Jeunesses Communistes en janvier 1939, au cercle de Doulon, un quartier de Nantes, y militant avec Emile David, dont il partagera la funeste

sort à Châteaubriant, et Gilles Gravoille, qui sera à son retour de déportation à Mauthausen député communiste de Nantes.

Arrêté fin 1940, il prétendit avoir rompu avec le Parti communiste à la suite de son approbation du Pacte Germano-soviétique d'août 1939, une déclaration qui ne convainquit pas la police, d'autant plus que, lors de la perquisition menée à son domicile en décembre 1940, il aurait tenu des «propos extrémistes» montrant que ses idées n'avaient pas changé.

Condamné en correctionnelle le 20 décembre 1940 à 3 mois de prison avec sursis pour détention de tracts communistes, il fut relâché.

Un arrêté préfectoral du 24 décembre 1940 visant à réprimer toute activité communiste, Maximilien Bastard fut arrêté à nouveau le 29 par la police municipale nantaise et envoyé au centre de séjour surveillé du Croisic (Loire-Inférieure, Loire-Atlantique) puis interné, le 1^{er} mai 1941, au camp de Choisel à Châteaubriant.

Il sera avec son ami Emile David placé sur la liste des otages qui seront fusillés à la Sablière le 22 octobre 1941.



Marc BOURHIS

Né le 16 février 1907 à Lézardrieux (Côtes-du-Nord, Côtes-d'Armor), Marc Bourhis était fils d'un gendarme qui, retraité, devint adjoint au maire communiste de Concarneau.

En 1923, il entre à l'École normale d'instituteurs de Quimper. À sa sortie de l'École normale, en 1926, Marc Bourhis fut nommé instituteur à Melgven puis à Beuzec Conq.

S'étant marié en 1933, avec Alice, une collègue institutrice, ils sont nommés le 1^{er} octobre à Trégunc.

Militant de la Fédération unitaire de l'Enseignement, il adhère au Parti communiste en 1930 à Concarneau, sous l'influence de Pierre Guéguin ; il le quittera dès 1933 pour se rapprocher en 1935 du courant trotskiste du Parti Ouvrier Internationaliste (P.O.I.) et militera au Parti Socialiste Ouvrier et Paysan (PSOP) de Marceau Pivert.

Dans le mouvement syndical enseignant, Marc Bourhis, qui deviendra membre du Conseil syndical des instituteurs du Finistère, va être le porte-parole du courant révolutionnaire de l'École émancipée.

Mobilisé en septembre 1939 et affecté à la caserne brestoise installée dans l'ancien bain. Élément «suspect» aux yeux de la hiérarchie militaire, il est muté à Quimper en mai 1940 au 137^e R.I. Bloqué en juin 1940 dans sa caserne par l'avancée allemande, il est libéré pour reprendre sa classe à Trégunc.

Il renoue alors contact avec Guéguin, maire communiste et Conseiller général de Concarneau qui a rompu avec le P.C. suite à son approbation du Pacte germano-soviétique. Tous deux sont arrêtés le 2 juillet 1941, et internés au camp de Châteaubriant. En octobre, ils sont placés sur la liste des otages.

Dans sa dernière lettre à sa femme, il écrit : «*Je meurs conscient d'avoir toujours cherché le bien.*»



Emile DAVID

Né le 29 juillet 1922 à Nantes (Loire-Inférieure), fils d'Emile David, cheminot au Paris-Orléans, secrétaire du Syndicat CGT unitaire, militant du Parti communiste dont il sera en 1939 secrétaire régional (Loire-Inférieure-Vendée) du Parti communiste, Emile fils, qui exercera la profession de mécanicien-dentiste, a rejoint les Jeunesses communistes, dont il sera en 1939 secrétaire de l'organisation nantaise et militant du cercle du quartier de Doulon avec Maximilien Bastard. Emile David était aussi en 1939, trésorier régional des Jeunesses communistes. Ce militan-

tisme entraînera son internement administratif à l'île d'Yeu en décembre 1939, les Jeunesses communistes ayant été interdites.

Libéré, il sera début 1941 soupçonné d'avoir repris son activité militante de manière clandestine et notamment d'être à l'origine de distributions de tracts dans son quartier. Le préfet de l'administration pétainiste ordonnera une perquisition à son domicile le 15 février 1941.

Bien que seuls quelques documents périmés aient été trouvés lors de cette perquisition, Emile David fut arrêté par la police municipale nantaise le 17 février et interné au centre de séjour surveillé établi depuis le début janvier 1941 dans la maison Beaucorps du Croisic pour des « communistes extrémistes ». Le camp du Croisic ayant été fermé fin avril parce que devenu trop petit, ses 27 internés sont envoyés au camp de Choisel à Châteaubriant, où Emile David arrive le 2 mai 1941.

Six mois plus tard, il va partie des internés désignés comme otages en représailles de l'exécution du lieutenant-colonel Hotz, commandant allemand de la place de Nantes. Sa lettre à ses parents terminée, il écrit sur l'une des parois de sa baraque : «*Les vingt-sept qui vont mourir gardent leur courage et leur espoir en la lutte finale et la victoire de l'URSS, libératrice des peuples opprimés.*»



Charles DELAVAQUERIE

Né le 22 janvier 1922 au Quesnoy (Nord), Charles Delavaquerie était fils d'un terrassier et d'une ménagère, il demeurait avec son père et ses frères et sœurs à Montreuil-sous-Bois.

Militant avant-guerre des Jeunesses Communistes, il a poursuivi son activité militante après l'interdiction du Parti communiste en septembre 1939, y compris après la défaite de juin 1940 et sous l'Occupation nazie de la Région parisienne qui s'en est ensuivie.

Il va être arrêté par trois gardiens de la paix du commissariat de Montreuil dans la soirée du 20 octobre 1940, avec dix autres communistes – âgés de seize à cinquante-trois ans, dont trois femmes – alors qu'il colle des papillons et des tracts sur les murs de rues de la ville.

Incarcéré à Fresnes, il comparait le 18 janvier 1941 devant un tribunal correctionnel qui le condamne à six mois de prison pour infraction au décret du 26 septembre 1939. Le 7 février 1941 il est transféré à la Santé, puis le 7 mai suivant il fut au camp de Choisel à Châteaubriant. Il va être porté sur la liste des otages à fusiller...

Dans sa dernière lettre à son père il écrit : «*On va venir me chercher pour me fusiller, avec des amis, nous pauvres fils d'ouvriers qui ne demandions qu'à vivre et avions l'espérance [...] Nous sommes tous courageux, cher Père ; c'est ton fils qui a dix-neuf ans et demi et qui aurait bien voulu voir les Soviets arriver avec nous, qui te dit adieu. [...] Vive les Soviets ! Vive l'URSS.*»



Maurice GARDETTE

Né le 20 juin 1895 à Paris (20^e) d'un père métallurgiste et d'une mère marchande des quatre saisons, quatrième d'une famille de sept enfants, il perd son père alors qu'il n'a que 14 ans.

Reçu au Certificat d'Etudes Primaires, il est devenu apprenti métallurgiste dès l'âge de 12 ans. En 1911, il adhère au Syndicat des tourneurs en optique CGT. En 1917, il est membre du Comité pour la reprise des relations internationales entre les organisations ouvrières des pays belligérants, il dirige les grèves dans le 13^e arrondissement.

En 1919, il siège au Comité d'entente de la Métallurgie de la Région Parisienne. En 1925, il est Secrétaire de la 11^e Section CGT Unitaire des Métaux.

Ayant adhéré au Parti Communiste dès sa fondation fin 1920, il contribue en 1932 à la création des comités Amsterdam-Pleyel (comités antifascistes) du 11^e arrondissement – où il est depuis 1928 artisan-tourneur – et soutient le Secours rouge international.

En 1936, il est élu lors d'une élection partielle Conseiller municipal communiste du 11^e arrondissement et, en 1938, il entre au Comité Régional Paris-Ville du Parti Communiste.

Après l'interdiction du Parti communiste en septembre 1939, il est arrêté le 5 octobre, déchu de son mandat municipal le 21 janvier 1940, interné à Baillet, à l'île d'Yeu, à la Santé, à Aincourt puis Clairvaux, il arrive à Châteaubriant le 15 mai 1941.

Placé sur la liste des 27 à fusiller, «*Je meurs courageux, plein de foi révolutionnaire*» seront ses derniers mots.



Jean GRANDEL

Né le 4 septembre 1891 à Montpellier d'un plâtrier et d'une tailleur, Jean Grandel, après avoir été élève à l'École normale de Montpellier, fut enseignant avant d'être en 1910 surnuméraire des PTT.

Pilote militaire pendant la Première Guerre mondiale, il adhéra au Parti Communiste à sa formation et dès 1921 était membre de sa Fédération de l'Hérault, assurant aussi le secrétariat de l'Union locale de Montpellier de la CGT Unitaire.

En décembre 1924, Jean Grandel fut nommé à Paris-Poste et en mai 1926 à Paris-Central, se domicilia à Levallois-Perret. Révoqué de la Poste le 25 juillet 1929 pour ses activités syndicales, il devint Secrétaire de la Fédération CGTU des fonctionnaires en 1933, et restera secrétaire de la Fédération postale de la CGT réunifiée.

Domicilié à Gennevilliers, il fut élu conseiller général communiste en juillet 1934, et devint maire de Gennevilliers en octobre suivant, conservant ces deux mandats en 1935. En 1937, il partit en Espagne organiser le Service postal des Brigades internationales.

Le 21 janvier 1940, le J.O. annonça la déchéance de ses mandats électifs de Jean Grandel, passé dans la clandestinité suite à l'interdiction du Parti communiste. Revenu vers le 10 juillet 1940 à Gennevilliers, se préoccupant du sort des enfants de la ville évacués, il y sera arrêté le 26 juillet.

Interné administratif à Aincourt (78) en novembre 1940, il est transféré à Fontevault-l'Abbaye puis à Clairvaux et enfin le 15 mai 1941 à Châteaubriant.

Il sera l'un des 27 fusillés. Sa lettre d'adieu témoigne de ses convictions «*J'ai vécu pour le bien du peuple ; je meurs pour lui sachant que ma mort ne sera pas inutile. Plus que jamais, j'ai confiance en l'avenir. Ce n'est pas dur de partir quand le devoir est accompli.*» Un maquis FTP de l'Hérault porta le nom de Jean Grandel.



Désiré GRANET

Né le 10 janvier 1904 à Ivry-sur-Seine dans une famille de blanchisseurs, orphelin de père dès 1905, Désiré Granet, ayant un frère et six demi-frères et sœurs, travailla très tôt. En 1926, il est manoeuvre à l'usine de confiseries «Pierrot Gourmand», installée à Ivry depuis 1916 ; devenu mécanicien-chauffeur, il épousa début 1928, Yvonne Lange, cartonnère.

Ayant rejoint très jeune les Jeunesses communistes, il va y prendre des responsabilités sur le plan local : en 1927, il est secrétaire du 7^e rayon ; et en 1930, il adhère au

Parti communiste.

Venu habiter à Vitry-sur-Seine, il s'y engagea dans l'activité syndicale et dirigea en 1936 les grèves dans plusieurs entreprises vitryotes, telles celles de produits chimiques Breton-et-Steinbach ou d'encres Néochrome ; avant de devenir secrétaire de la Fédération CGT du Papier-Carton jusqu'à la guerre, siégeant à la commission administrative de la CGT en 1938-1939.

Mobilisé le 8 septembre 1939 dans la DCA, il fut démobilisé le 11 août 1940 et fit preuve d'une grande activité clandestine notamment dans la constitution des Comités populaires.

Arrêté le 4 octobre à Vitry, il connut comme plusieurs autres de ses compagnons d'infortune les camps d'internement et prisons d'Aincourt, Fontevault-l'Abbaye, Clairvaux (à partir du 4 décembre 1940) et Choisel-Châteaubriant, où il fut transféré le 15 mai 1941.

Désigné comme otage, il refusa toute intervention en sa faveur de l'ex-syndicaliste Georges Chassagne, devenu chef de cabinet de Pucheu, et fit partie des fusillés le 22 octobre 1941.

Dans une dernière lettre à sa femme il écrit : «*Sois courageuse comme je le suis, du courage et de la confiance en l'avenir. Nous sommes ici 27 qui dans un instant seront exécutés, leur courage à tous est magnifique.*»



Pierre GUEGUIN

Né le 18 août 1896 à Quimerc'h (Finistère), fils d'instituteur, Pierre Guéguin, fut - au lendemain de la Première Guerre mondiale - après sa démobilisation en 1920 (avec le grade de lieutenant) lui aussi instituteur, nommé à Quimperlé, où il créa une section de l'ARAC.

Plus tard, il sera professeur du secondaire, et militera à la Fédération unitaire de l'enseignement (CGTU).

Militant aussi au Parti communiste, dont il devint un des principaux responsables régionaux. Il est élu au conseil municipal de Concarneau en 1929, Conseiller général le 14 octobre puis, le 19 mai 1935, maire de Concarneau ; il sera sans succès candidat aux législatives de mai 1936, et aux sénatoriales du 25 avril 1937. Il est alors membre du comité régional (Finistère-Morbihan) du parti communiste, et directeur du journal *La Bretagne communiste*.

Sa rupture avec le Parti communiste interviendra en septembre 1939 suite à son approbation du Pacte germano-soviétique ; elle ne l'empêchera pas - alors qu'il mobilisé d'être déchu le 10 février 1940 de ses mandats de maire et conseiller général. Le 2 octobre 1940, Guéguin fut révoqué de l'Education Nationale et, pour gagner sa subsistance, dut donner des leçons particulières, jusqu'à son arrestation le 2 juillet 1941 et son internement à Châteaubriant.

Au camp, sa rupture de 1939 avec le Parti communiste lui valut l'hostilité de nombre de ses codétenus restés fidèles au Parti.

Transféré dans la baraque des otages, il fut fusillé le 22 octobre.



An HUYNH KHUONG

Né le 7 avril 1912 à Saïgon, fils du directeur d'un établissement scolaire de la capitale de ce qui est alors la Cochinchine, en Indochine française, An vint à l'âge de 12 ans à Lyon, en internat au Lycée du Parc.

A l'issue de ses études secondaires, il intégra la faculté de lettres de Lyon, adhéra aux Jeunesses communistes et devint en 1936 secrétaire des Etudiants communistes lyonnais, rencontrant une militante responsable des «Amis de L'Union Soviétique», Germaine Barjon, qui devint sa compagne et

avec laquelle il eut un enfant.

Préparant à partir de 1938 l'agrégation à Paris, il participera à l'activité du Parti communiste après son interdiction en 1939, aidant Germaine Barjon à publier clandestinement *La Russie d'aujourd'hui*. Nommé en 1940 professeur stagiaire au Lycée de Versailles, il y fut arrêté le 18 juin 1941 par la police du régime pétainiste.

Ses dénégations d'appartenance au Parti communiste clandestin furent invalidées par la découverte à son domicile de matériel de propagande clandestin, de sommes d'argent et de traces du passage d'un dirigeant du Parti communiste allemand clandestin. Après une incarcération à la Prison de la Santé, An Huynh Khuong («Luisne») fut transféré le 13 juillet au camp de Choisel-Châteaubriant.

Dans une dernière lettre à sa compagne - arrêtée avec lui et qui connaîtra la déportation d'où elle reviendra, il écrit quelques heures avant son exécution : «*Tu n'auras pas honte de moi. Il te faudra beaucoup de courage pour vivre, plus qu'il n'en faut à moi pour mourir.*»



Eugène KERIVEL

Né le 4 septembre 1891 à Douarnenez (Finistère), Eugène Kerivel fut capitaine marin-côtier au service des Ponts-et-Chaussées. Muté peu avant la guerre en Basse-Indre, partie de la commune d'Indre, située sur les deux rives de l'estuaire de la Loire non loin de Nantes (Loire-Inférieure), à 2 km.

Eugène Kérivel milita dès 1930, au Parti communiste et à la CGTU à Douardenez, sa ville natale, puis en Basse-Indre.

Après la défaite française de juin 1940 et l'armistice qui plaça la Basse-Loire en zone d'occupation allemande, il participa avec sa femme Léoncie Le Doaré, née elle aussi à Douardenez en 1894, à la reconstitution clandestine du Parti communiste, organisant la Résistance sur le plan local.

Quatre jours après son épouse Léoncie, il va être lui-même arrêté le 24 juillet 1941 à Saint-Nazaire, pour propagande antinazie et diffusion de tracts.

L'un des premiers internés politiques du camp de Châteaubriant (camp de Choisel), il va faire partie, le 22 octobre 1941, des «vingt-sept» désignés comme otages, qui vont être en représailles à l'exécution par des partisans à Nantes du commandant Hotz, fusillés le 22 octobre 1942.

Quelques moments avant son exécution, il écrit à son épouse Léoncie : «...*Un dernier mot. C'est à toi que je pense, j'espère que tu sauras te débrouiller. J'ai vu que tu étais courageuse. Je m'en vais avec moins de regret...*»

Celle-ci, voyant son mari partir pour le poteau d'exécution, proposa aux Allemands de mourir à ses côtés à la place de Guy Môquet ; ce qui le lui fut refusé. Déportée, elle revint en 1945 à Douarnenez, où elle fut désignée comme membre du comité local de Libération, avant de devenir adjointe au maire après les élections de mars 1945.



Raymond LAFORGE

Né le 3 avril 1898 à Malesherbes (Loiret), aîné d'un aiguilleur aux chemins de fer, Raymond Laforge entra à l'École normale d'instituteurs d'Orléans en 1914.

Lors de la Première Guerre mondiale, il s'engagea en décembre 1916 dans l'artillerie. Démobilisé en 1919, il fut nommé instituteur à Montargis (Loiret).

Au début des années vingt, il adhéra au Parti communiste naissant et en sera jusqu'à la guerre un militant actif. En juin 1923, il avait épousé une collègue institutrice de Montargis, avec qui il aura un enfant.

En 1939, il fut mobilisé et envoyé sur le front d'Alsace, mais, ayant échappé à la capture, il revint à Montargis en 1940, où il reprit son métier d'enseignant.

Présenté comme exerçant le métier d'instituteur suppléant, il est placé – par le maire de Montargis, Léon Mazet, qui s'est mis lui-même en tête – le 21 août 1940 sur la liste des otages communiquée au sous-Préfet de Montargis, et établie à la demande de l'Orstkommandantur, «en prévision d'événements».

Il fut arrêté, le 8 février 1941, par la police française, pour propagande antinazie, sur l'ordre du préfet. Après plusieurs prisons, il fut envoyé au camp de Choisel à Châteaubriant, où il arriva le 13 juin 1941. Interné, il proposa de faire la classe aux enfants.

Il va être fusillé le 22 octobre 1940.

Dans une dernière lettre à son épouse écrite peu avant son exécution, il écrit :

«Les Fritz nous attendent avec leurs mitrailleuses

Vive la France et vivent les Soviets.

Avec moi, il y a mon vieux copain Tellier qui va mourir avec moi. Je meurs sans religion, le cœur calme mais un peu énervé malgré tout »



Claude LALET

Né le 29 février 1920 à Montmory, fils d'un rédacteur au ministère des Finances, il fut élève au lycée Rollin (actuel Lycée Jacques-Decour). Membre en 1935-1936 des lycéens antifascistes, il était en 1937 membre de l'Union des Etudiants et Lycéens communistes (UJELC), et sera vers 1940 responsable des étudiants communistes de la Sorbonne.

Selon Pierre Daix, Claude Lalet fut un des organisateurs de la manifestation organisée le 8 novembre au Quartier Latin par les Etudiants communistes en solidarité avec Paul Langevin et qui préfigura la marche à l'Etoile des étudiants le 11 novembre. Suite à ces deux manifestations, la police démantela l'organisation clandestine des Etudiants communistes. Claude Lalet fut arrêté le 25 novembre avec son épouse Eugénie et Maurice Delon, qui assurait la liaison entre les Directions clandestines du Parti et des étudiants communistes. Incarcéré à la prison de la Santé, puis à Fresnes le 1^{er} mars 1941, condamné à huit mois de prison, il ne fut pas libéré mais transféré, le 29 juillet, à Châteaubriant comme interné administratif.

Alors qu'une lettre du ministère de l'Intérieur avait annoncé à sa jeune femme qu'il allait être libéré le 23 octobre, Claude Lalet aurait été rajouté en surnombre sur la liste des otages à fusiller. «*Déjà la dernière lettre et il faut déjà se quitter. Que la route est jolie, jolie ah vraiment. Oui chantons, chantons de toutes nos forces.*»



Edmond LEFEBVRE

Né le 17 juin 1903 à Lille, Edmond Lefebvre, fils d'un teinturier et d'une ménagère, fut ouvrier métallurgiste puis employé communal, il habitait à Athis-Mons et militait au Parti communiste au moment de son interdiction en septembre 1939 pour son approbation du Pacte germano-soviétique, parti auquel il resta fidèle en poursuivant son action militante, durant la Drôle de guerre et après le début de l'Occupation.

Il fut arrêté dès le 6 octobre 1940 et interné au camp d'Aincourt, en Seine-et-Oise (aujourd'hui Val-d'Oise), où il fut l'un des organisateurs de la grève de protestation contre l'insuffisance de nourriture et l'absence de visites en avril 1941. En représailles, il fut envoyé un mois à la Centrale de Poissy voisine qu'il quitta le 5 mai 1941 pour le camp de Choisel-Châteaubriant.

Il sera – après l'exécution du lieutenant-colonel Hotz à Nantes par la Résistance – inclus dans la liste des 27 otages, et sera fusillé le 22 octobre 1941 à 16 h 10 dans la clairière de la Sablière à Châteaubriant, avec Raymond Tellier, Titus Bartoli, Eugène Kerivel, Huynck Kon Han, Charles Delavaquerie, Claude Lalet, Antoine Pesque et Emile David.

Marié depuis septembre 1923, il laissera sa femme, Marcelle Martin, avec quatre enfants, dont un très jeune qui n'aura jamais connu son père.



Julien LE PANSE

Né le 11 juin 1907 à Auray (Morbihan), Julien Le Panse, peintre en bâtiment, était un militant de la Confédération Générale du Travail Unitaire (CGTU), qui rassemble des syndiqués de sensibilité communiste, puis, après la réunification syndicale de 1935, de la CGT du bâtiment. Il travailla aussi avant-guerre aux Chantiers de construction navale Dubigeon à Nantes.

Lors d'une perquisition à son domicile le 15 février 1941, la police nantaise ne découvrit rien de tangible attestant une activité clandestine mais l'arrêta sur son lieu de travail pour reconstitution du syndicat CGT dissous.

Emprisonné d'abord à Nantes à la prison Lafayette, rue Descartes, il fut ensuite envoyé au Croisic en résidence surveillée dans la maison accueillant depuis janvier 1941 le premier camp d'internement ouvert pour les politiques ; de là, il fut transféré à Châteaubriant le 13 février 1941.

Julien Le Panse fut placé sur la liste des 27 otages détenus au camp de Choisel établie par le cabinet de Pucheu, ministre de l'Intérieur du régime pétainiste et qui, communiquée aux Allemands, les conduira tous à la mort le 22 octobre 1941.

Dans une dernière lettre adressée à son épouse, il lui écrit : «Ma Chérie, ils vont nous fusiller, tous ou presque. Ma chère compagne, je compte sur toi pour élever mes enfants comme je le voulais. Je meurs pour mon parti et pour la France. Adieu mes chéris».



Charles MICHELS

Né le 6 mars 1903 à Paris d'un chaudronnier et d'une journalière, Charles Michels, orphelin de père à 11 ans, dut alors quitter l'école et chercher du travail pour aider sa mère. Il fut embauché chez un grossiste puis par un marchand de peaux de lapin avant d'entrer comme apprenti cordonnier à la fabrique de chaussures Dressoir (Paris 19^e). Délégué syndical, il en sera licencié ainsi que d'autres entreprises.

Après son service militaire (1923-1924), Charles Michels, moniteur à la FSGT, adhérent du Parti communiste à partir de 1926, syndicaliste,

deviendra l'un des responsables de la Fédération unitaire des Cuirs et peaux puis de la fédération CGT réunifiée. Candidat communiste aux élections législatives de 1936 dans le XV^e arrondissement, il est élu député.

Mobilisé en septembre 1939, Charles Michels se rendit le 9 janvier 1940 à la séance d'ouverture de la Chambre des députés. Refusant de se lever pour saluer avec les autres députés «les armées de la République», il fut déchu le 21 janvier 1940 de son mandat de député.

Démobilisé le 20 juillet, il regagna Paris et reprit contact avec la direction communiste clandestine, organisa les comités populaires clandestins des Cuirs et peaux.

Début octobre 1940, il fut arrêté, interné à Aincourt puis à la centrale de Fontevault et à celle de Clairvaux avant d'être transféré en mai 1941 à Châteaubriant. Appartenant au comité clandestin du camp, il fut le premier prisonnier du camp désigné comme otage.



Guy MÔQUET

Né le 26 avril 1924 à Paris (18^e arr.), il était le fils de Prosper Môquet qui fut élu député communiste en 1936 et qui - étant resté fidèle au Parti communiste lors de son interdiction en 1939 - fut arrêté de son mandat, condamné et déporté en Algérie pendant la durée de la Guerre.

Fréquentant les manifestations et fêtes du Front populaire, il obtint à douze ans son certificat d'études, au moment où triomphait le Front populaire. Guy Môquet étudia jusqu'en 3^e au Lycée Carnot et milita aux Jeunesses communistes (J.C.). Après l'arrestation de son père, il lui rendit

en prison, écrivit un poème en alexandrins au président de la République pour demander sa libération, et fit campagne en sa faveur.

Après l'occupation de Paris en juin 1940, les J.C. du 17^e arr. se réunirent clandestinement dans les «fortifs» et le choisirent comme responsable. Débutèrent les lancers de tracts, collages de papillons ou inscriptions sur les murs de slogans, diffusion de l'Humanité clandestine.

Guy Môquet fut arrêté par des policiers français le 13 octobre 1940 gare de l'Est. Brutalisé à la Préfecture de police, interné à la Santé puis à Fresnes, il fut jugé le 23 janvier 1941 après 100 jours de prison. Acquitté faute de preuves par le tribunal, il est cependant maintenu en détention, gardé au dépôt de la préfecture de police, puis à la Santé, il fut transféré le 27 février à la centrale à Clairvaux, d'où il fut envoyé le 10 mai 1941 au camp de Choisel. Il y fera partie des otages fusillés le 22 octobre.

Lorsque son nom fut appelé, certains de ses compagnons insistèrent pour que, vu son jeune âge - il n'avait que 17 ans - il soit épargné : il fit face avec courage. Guy Môquet, avant d'être conduit au supplice adressa quelques lignes à «Ma petite maman chérie, mon tout petit frère adoré, petit papa aimé» : «Ce que je souhaite de tout mon cœur, c'est que ma mort serve à quelque chose».

Une dernière lettre passée à l'histoire.



Antoine PESQUÉ

Né le 31 janvier 1886 à Rouen, fils de Jean-Pierre Pesqué et de Julia Chevalier, employés de commerce, qui s'établirent à Douai, Antoine Pesqué, qui suivit des études de médecine à Lille, se maria le 2 septembre 1919 avec une infirmière, Georgette Boniface, au lendemain de la Grande guerre qu'il avait faite en tant que médecin.

Le couple - qui n'aura pas d'enfant - habita Ménilmontant avant de partir en Province, et de revenir en Région parisienne à la veille de 1936, s'établissant à Aubervilliers ;

où Antoine Pesqué ouvrit un cabinet de médecin 121 Boulevard Vaillant, puis en 1938 rue Ferragus.

Président de la Section locale de l'Association Républicaine des Anciens Combattants (ARAC), il milita aussi au Parti communiste.

Le Dr Pesqué resta au moment de l'exode à Aubervilliers, dont le maire est alors Pierre Laval mais dont les conseillers généraux ont été Charles Tillon et Emile Dubois jusqu'à la déchéance de leurs mandats. La répression anticommuniste, qui avait commencé avant la défaite (Emile Dubois avait été interné dès le 19 décembre 1939) s'accroît entre février et mai 1940, et plus encore après la défaite de juin et le début de l'Occupation.

La police française arrêta le 2 octobre 1940 dans un café de la Villette Antoine Pesqué, qui sera incarcéré à la Santé puis à Fresnes - où sa femme sera aussi détenue après un passage à la prison de la Roquette - avant d'être transféré au camp de Choisel le 3 juillet 1941, où il eut un rôle comme professeur (d'allemand, d'hygiène publique, d'économie politique) ainsi que comme médecin à l'infirmerie du camp.

Désigné à être parmi les 27, il écrivit à sa femme «Géo» : «Je suis courageux. Sois très courageuse maintenant et toujours (...). Je meurs avec au cœur la même foi révolutionnaire.»



Jean POULMARC'H

Né le 9 décembre 1910 à Paris (XIV^e arr.), fils d'un cheminot breton, Jean Poulmarc'h – ou Poulmarc'h – travailla après son brevet élémentaire quelque temps aux chemins de fer, se syndiqua à la CGTU et adhéra aux Jeunesses communistes (J.C.). En 1933-1934, il fit un séjour en Union soviétique. En septembre 1935, il fut élu à la commission exécutive de la CGTU et, en 1936, devint membre du Comité central des J.C.

Deux ans plus tard, il accéda aux fonctions de secrétaire général du syndicat réunifié CGT des Produits chimiques de la Région parisienne, puis devint membre de la commission exécutive de la Fédération CGT de la Chimie.

Mobilisé en 1939 en Algérie, démobilisé en septembre 1940, il revint en France à Dreux où résidait sa famille, puis à Paris, où il milita clandestinement pour le Parti communiste.

Arrêté le 5 octobre 1940 à son domicile d'Ivry-sur-Seine par un inspecteur de police française, il fut interné à Aincourt d'octobre à décembre 1940, puis emprisonné à Fontevraud jusqu'en janvier, à Clairvaux (Aube) jusqu'en mai avant d'être transféré à Châteaubriant le 15 mai 1941. Il y sera fusillé comme otage le 22 octobre 1941.

Dans sa dernière lettre à sa femme Laurence avec qui il eut un fils, il écrit : «*Élève notre fils chéri dans l'esprit qui fut celui de toute ma vie, qu'il devienne un homme libre, épris de justice, attaché à la défense des faibles, ce sera la meilleure vengeance (...). L'heure n'est plus aux pleurnicheries et à la passivité ; l'heure est à la lutte impitoyable pour la libération de la France et de son peuple glorieux (...). Vive le communisme ; Vive la France libre, forte et heureuse.*»



Henri POURCHASSE

Né le 16 octobre 1907 à Paris (XIII^e arr.), fils d'un menuisier et d'une couturière, Henri Pourchasse fut ébéniste, emballer et chauffeur avant de devenir métallurgiste.

Il habita Paris – il fut secrétaire adjoint du syndicat de la section technique des machines à la Ville –, puis Vitry-sur-Seine avant de s'installer en 1938 aux HBM Marat à Ivry-sur-Seine, où il travailla à l'Usine des eaux de Paris, 1 rue Jean-Mazet.

Militant du Parti communiste, il était secrétaire de la cellule de l'usine des Eaux et membre du bureau de la section d'Ivry. Fin août 1939, après l'annonce de la signature du Pacte germano-soviétique, il est arrêté et condamné à trois mois de prison ; puis mobilisé jusqu'en juillet 1940.

Il sera à nouveau arrêté le 20 juin 1941 pour reconstitution illégale d'un syndicat CGT à l'Usine des eaux, où s'est constitué un groupe de Résistance avec Pierre Monjault, Darnis, Boulet et Grégoire, qui seront tous arrêtés et plusieurs déportés, parfois sans retour.

Incarcéré quelque temps à Paris, à la prison de la Santé, il est transféré le 15 juin 1941, au camp de Châteaubriant, et fera partie des 27 fusillés le 20 octobre 1942 à Châteaubriant. Dans une dernière lettre à son épouse Louise, mariée en mai 1928 et qui en 1942 rejoindra les FTP, il écrit : «*Je meurs pour mon idéal, mes petits, eux, le verront. Sois persuadé, ma chérie, que je mourrai tout à l'heure, courageusement, aux cris de Vive la France, vive le Parti communiste.*»



Victor RENELLE

Né le 12 décembre 1888 à Paris dans un milieu catholique conservateur et artiste, son père lisait Maurras et Drumont, il devint ingénieur de l'École de physique et chimie de Paris, et fut affecté d'office, pendant la Première Guerre mondiale, dans les usines chimiques de la vallée du Rhône.

Rhône-Poulenc l'engagea en 1920 et l'employa en France et en Italie. Après une période de chômage pendant la crise économique, il travailla pour l'usine de peintures industrielles Duco à Stains.

Victor Renelle fut, avec deux autres chimistes, Roger Pascré et Adolphe Bourrand, un des fondateurs du syndicat CGT des ingénieurs des industries chimiques et appartient avant la Seconde Guerre mondiale, à la direction de la Fédération CGT des industries chimiques. Pendant les grèves de juin 1936, il participa à l'occupation de l'usine avec les ouvriers. Il ne fut jamais membre du Parti communiste.

Pendant l'exode de 1940, on lui confia la direction de son usine repliée à Castres (Tarn). Le syndicat des produits chimiques fut reconstitué clandestinement.

Arrêté par la police française le 5 octobre 1940 lors d'une réunion syndicale qui se tenait à son domicile parisien, 97 boulevard Magenta, à Paris (X^e arr.), il fut condamné à six mois de prison pour propagation «de mots d'ordre de la Troisième Internationale» et incarcéré à la Centrale de Clairvaux (Aube), avant son transfert au camp de Choiseul à Châteaubriant.

Il refusa la libération conditionnelle qui lui fut proposée car il aurait dû signer une déclaration d'allégeance à Pétain.

Le 22 octobre 1941, il sera l'un des 27 fusillés comme otages.



Raymond TELLIER

Né le 15 novembre 1897 à Amilly (Loiret), Raymond Tellier était le fils d'un cantonnier et d'une ménagère.

A 19 ans, il s'engagea pendant la Grande Guerre, et reçut pour sa bravoure au combat la médaille militaire.

Celle-ci terminée, il devint ouvrier imprimeur avant de s'installer à son compte à Amilly. Il fut élu en mai 1929 – et réélu en mai 1935 conseiller municipal communiste de cette petite ville de 2 200 habitants de la banlieue de Montargis, où son imprimerie était alors installée au 19 rue du Loing.

Après l'interdiction du Parti communiste en septembre 1939, il lui resta fidèle et poursuivit clandestinement son militantisme, y compris après le début de l'Occupation. Pendant plusieurs mois, il reproduira sur une ronéo Gestetner – actuellement conservée au Musée de la Résistance et de la Déportation de la ville de Lorris – les textes du Parti communiste clandestin, dont l'appel dit «du 10 juillet» 1940.

Pour cette activité de reproduction et diffusion de tracts et mots d'ordre communistes, il est arrêté le 9 février 1941 par des gendarmes français et, le 12 février, il est incarcéré à la prison de Montargis, rue du Château ; où il retrouve son camarade instituteur montargis Raymond Laforge, arrêté la veille 8 février dans le cadre de démantèlement des structures communistes clandestines.

Tous deux seront transférés en juin au camp de Choiseul à Châteaubriant, et tous deux – suite à l'exécution par des Résistants du Lieutenant-colonel Hotz, commandant de la Place de Nantes – seront désignés pour figurer sur la liste des 27 otages qui vont être fusillés le 22 octobre dans la Sablière de Châteaubriant.



Maurice TENINE

Né le 14 février 1907 à Alexandrie (Égypte), dans une famille d'immigrés juifs de Russie, qui s'installèrent en 1909 en France, Maurice (Moïshé) Ténine fit de brillantes études au lycée Lakanal de Toulouse puis au lycée Voltaire à Paris. Bachelier en 1924, il entreprit des études de médecine. Maurice Ténine adhéra au Parti communiste et milita durant ses études à l'Union fédérale des étudiants (U.F.E.). Il obtiendra le titre de docteur en 1935.

En 1932, Maurice Ténine travailla à l'encadrement de la colonie de vacances de Villejuif et, après 1933, participa à l'accueil des réfugiés allemands fuyant le régime nazi.

Installé comme médecin à Fresnes, Maurice Ténine y fut élu en 1937 conseiller municipal communiste, avant d'aller exercer en 1938 à Antony.

Mobilisé de septembre 1939 à juillet 1940 comme infirmier, déchu de son mandat le 9 février 1940, il fut à sa démobilisation victime de la loi pétainiste du 16 août 1940 excluant les naturalisés de la profession médicale et fit tenir son cabinet par des amis. En janvier 1941, il fut, avec Jean-Claude Bauer, un des deux fondateurs du journal clandestin *Le Médecin français*. Ses fonctions consistaient également en l'organisation du service médical pour les membres de l'Organisation spéciale (OS) du Parti communiste clandestin.

Arrêté le 17 février 1941 par la police française, il fut interné à Clairvaux (Aube), puis en mai à Châteaubriant, où il sera l'un des quatre médecins qui assureront le fonctionnement de l'infirmerie du camp.

Désigné comme l'un des 27, il écrivit dans une dernière lettre à sa compagne Antoinette et à sa fille Nadia : «*Acceptez ma mort avec courage, sans résignation. Je meurs victime de mon idéal, et cela rend ces derniers instants calmes, extraordinairement calmes.*

«*Je sais aussi que l'histoire s'écrit en ce moment, et le sang de nous autres ajoutera quelques mots, quelques lignes à cette histoire...*»



Jean-Pierre TIMBAUD

Né le 20 septembre 1904 à Payzac (Dordogne) d'un représentant en papiers pour viande de boucherie et d'une ouvrière à domicile, Limousins habitant Paris, Jean-Pierre Timbaud commença à Decazeville (Aveyron), où son père avait été affecté durant la Première Guerre mondiale pour la fabrication de matériel de guerre, un apprentissage de fondeur.

Revenu à Paris avec sa famille, il y poursuivit dans une usine du 11^e arr. son apprentissage de fondeur, métier qu'il exercera dans plusieurs entreprises. En 1922, il adhère à la Jeunesse communiste et, effectuant

son service militaire en 1923-1924, il participe à la campagne contre la guerre du Maroc.

Militant syndical et communiste, membre depuis 1930 de la commission exécutive de l'Union syndicale CGTU des Travailleurs de la Métallurgie de la Région parisienne, il devient en 1931 l'un des secrétaires du syndicat unitaire des métallurgistes parisiens.

Sans succès candidat communiste aux législatives de 1932 dans le 15^e arr. de Paris, Jean-Pierre Timbaud va se consacrer principalement à l'action syndicale. En mars 1936, il est élu membre de la Commission exécutive de la Fédération CGT réunifiée des Métaux, très active durant les grèves avec occupation. En 1937, il se rend avec une délégation de métallurgistes parisiens en Espagne républicaine pour porter des fonds recueillis dans les usines. La même année, il devient l'un des secrétaires de la Maison des métallurgistes, rue d'Angoulême (aujourd'hui rue Jean-Pierre Timbaud).

Mobilisé en 1939 au camp de Mourmelon (Marne) puis replié dans la Haute-Vienne, il rentra illégalement à Paris et fut chargé de la constitution de comités syndicaux clandestins et de la diffusion de *La Vie ouvrière*. Arrêté le 18 octobre 1940, interné à Aincourt, puis en décembre à Fontevraud et en janvier 1941 à Clairvaux, il fut transféré le 14 mai suivant à Châteaubriant, où il fut fusillé le 22 octobre 1941. Ses derniers mots auraient été devant le peloton d'exécution : «*Vive le Parti communiste allemand !*».



Jules VERCRUYSE

Fils d'un tisserand et d'une ménagère, né le 1^{er} mai 1893 à Roncq (Nord), ouvrier du textile, il fut blessé pendant la Première Guerre mondiale et reçut la Croix de guerre et la Médaille militaire. Après-Guerre, il fut un militant actif de l'ARAC.

Secrétaire du syndicat CGTU du textile de la Seine en 1929, Secrétaire à partir de 1936 de la Fédération CGTU du Textile, il fut élu en juin 1937 secrétaire de la nouvelle Fédération réunifiée du Textile, et fut de 1938 à 1940 membre du Conseil national économique.

Arrêté le 5 octobre 1940, Jules Vercautryse fut interné successivement à Aincourt puis à Fontevault-l'Abbaye et, à partir du 20 janvier 1941, à Clairvaux (Aube). Il arriva le 15 mai 1941 au camp de Choisel, avec le groupe des «cent».

Désigné parmi les 27, il écrivit à sa femme Yvonne et à son fils Michel : «*Toi, mon Yvonne, console-toi, vis surtout, tu as Michel, tu as tes parents... Toi, mon cher Michel, sois un homme de bonne heure, écoute ta maman, suis toujours la route droite, deviens juste et loyal. Plus tard, lorsque tu auras appris un métier, pense à me venger. Dans aucun cas ne sois enclin à la clémence ! Pas de vaine pitié, les Allemands doivent payer les crimes qu'ils commettent.*»



21 AUTRES MARTYRS

Furent aussi fusillés ce même 22 octobre 1941 au champ de tir du Bêle, à Nantes, en représailles de l'exécution du lieutenant-colonel Hotz :

Allano Maurice, 21 ans, **Birien** Paul, 50 ans, **Blot** Joseph, 50 ans, vice-président des marins combattants, **Blouin** Auguste, **Carrel** René, 20 ans, **Creusé** Frédéric, 20 ans, **Dabat** Michel, 20 ans, **Fourny** Alexandre, 43 ans, conseiller général, ancien adjoint au maire de Nantes, **Gil** Joseph, 19 ans, **Glou** Jean-Pierre, 19 ans, **Grassineau** Robert, 34 ans, **Grolleau** Jean, 21 ans, **Platiau** Jean, 20 ans, tous de Nantes, **Ignasiak** Léon, 22 ans, de

Saint-Herblain, **Jost** Léon, 57 ans, directeur de la fabrication et du personnel de l'usine LU de Nantes, président des Associations d'anciens combattants et victimes de la guerre de la Loire-Inférieure, commandeur de la Légion d'honneur, **Le Moal** André, 17 ans, de Saint-Nazaire, ainsi qu'au Mont-Valérien, à Suresnes, près de Paris : **Caldecott** Hubert, 35 ans, **Hévin** Marcel, 35 ans, **Ribourdouille** André-Charles, **Saunier** Victor, tous quatre de Nantes, **Labrousse** Philippe, 32 ans, de Saint-Nazaire.

NOUS LEUR RENDRONS HOMMAGE DANS UN PROCHAIN DOSSIER

«L'OPERATION SAVANNA»

La France ayant signé l'armistice avec l'Allemagne le 22 juin 1940, la Grande-Bretagne reste seule en guerre avec le Reich. Commence alors la «Bataille d'Angleterre» avec, dès le début juillet, l'attaque par la Luftwaffe des convois britanniques dans la Manche, puis à partir du 13 août celle des aérodromes britanniques et, à partir du 24 août, celle des villes : ce sera le meurtrier «Blitz», dont seront victimes Londres, Coventry et nombre d'autres cités britanniques, et qui durera jusqu'au printemps 1941.

Pour mener à bien ses attaques, la Luftwaffe va utiliser comme bases de départ les aérodromes des pays occupés, ceux de Norvège et du Danemark pour bombarder l'Ecosse et le nord de l'Angleterre, ceux de Belgique et du nord-ouest de la France, pour attaquer le Centre et le Sud de l'Angleterre, avec Londres.

Lors de cette bataille, la Luftwaffe, devant affronter dans les airs la Royal Air Force (R.A.F.), qui inclut alors dans ses rangs près de 500 pilotes étrangers (polonais, tchécoslovaques, belges, norvégiens, etc.) dont une quinzaine de Français libres, va utiliser pour la première fois la technique que les Britanniques – qui l'emploieront massivement plus tard – vont appeler «Pathfinder», «[qui aide à] trouver le chemin», «éclairateur», à savoir le marquage des cibles par des bombes incendiaires préalablement larguées à leur proximité afin de faciliter l'action des bombardiers.

Dans la mise en œuvre de cette tactique, un aérodrome français va jouer un rôle important, celui de Vannes-Meucon¹, dans le Morbihan, où à partir du début de l'été 1940 est stationné le Kampfgruppe 100 (Groupe de combat 100), dépendant de la Luftflotte 3 déployée dans l'ouest de la France.

Le Kampfgruppe 100, composé de 3 escadrons de Heinkel He 111 H dotés des derniers équipements goniométriques de navigation aérienne, va être redoutable, ses appareils contribuant au succès des missions depuis Meucon de bombardement sur l'Angleterre.

A telle enseigne que le ministre de l'Air britannique va demander fin décembre 1940 au S.O.E.² de neutraliser le terrain de Meucon, en mettant hors de combat les pilotes et navigateurs allemands qui, tous les soirs à la même heure, à bord de trois ou quatre autocars, empruntent le même itinéraire pour rejoindre leurs logements à Vannes.

¹ Le terrain d'aviation de Meucon a été ouvert en juin 1926. En mai 1928, il accueille les célèbres aviateurs Dieudonné Costes et Joseph Le Brix, en 1935, l'aéroclub du Morbihan s'y installe. Parallèlement, le terrain de Meucon est un aérodrome référencé par l'Armée pour la formation et l'entraînement de ses pilotes, en 1937 y est implantée l'école élémentaire de pilotage n° 27. Un groupe de bombardiers allemands s'y installe au début de l'été 1940 en développe les infrastructures. C'est aujourd'hui le site de l'aéroport de Vannes.

² S.O.E. : Special Operations Executive (Direction des Opérations Spéciales). Service action en Europe occupée, créé dès juillet 1940 à l'initiative de Winston Churchill.

La section F (France) du S.O.E., agissant en France sans coordination avec la France Libre³, va cependant être contrainte de lui faire appel pour monter l'embuscade qu'elle prépare contre les aviateurs allemands de Vannes, car elle ne dispose pas encore de militaires britanniques aptes à mener un tel type d'action en France occupée.

C'est donc parmi les 13 parachutistes de la 1^{re} compagnie d'infanterie de l'air (C.I.A.), créée le 29 septembre 1940 au sein des Forces Aériennes Françaises Libres (F.A.F.L.), que vont être choisis les cinq hommes qui formeront le commando de l'opération, baptisée «Savanna» (ou «Savannah»).

PARAS FRANÇAIS LIBRES

Ces cinq hommes – le capitaine Georges Bergé⁴, le sous-lieutenant Petit-Laurent, les sergents Forman et Joël Le Tac et le caporal Renault – vont, après leur entraînement dans le domaine d'un château du sud-ouest de Londres, subir un entraînement intensif au nord de l'Ecosse, sur les bords du Loch Morar.

Le déroulement de l'opération prévue par le S.O.E. devait débiter par le largage des parachutistes, avec de l'armement individuel (mitraillettes, grenades) et des explosifs pour immobiliser les véhicules de transport allemand, puis le commando devait, pour regagner l'Angleterre, rejoindre la côte et embarquer sur *la Brise*, un thonier de Concarneau rallié à la France Libre.

Avec la fixation de sa date, l'opération va être conditionnée par les relations entre le S.O.E. et les services français libres, pressés par le général de Gaulle d'affirmer leur indépendance par rapport aux anglais. De ce fait, l'utilisation de «*la Brise*» pour récupérer le commando va être remplacée par celle d'un sous-marin anglais, le *Tigris*.

Dotés de faux papiers d'identité, de cartes d'alimentation, de clés, d'argent français, d'un paquet de Gauloises entamé, les cinq Français vont être parachutés dans la nuit du 15 au 16 mars 1941 près d'Elven, à une vingtaine de kilomètres de Vannes.

Ayant retiré – comme ses compagnons – sa combinaison R.A.F. pour se mettre en civil, Petit-Laurent est envoyé en reconnaissance : les informations recueillies décrivent une situation différente de l'objectif initial. En effet, les pilotes et techniciens allemands logent désormais sur la base, ou rallient Vannes en voitures individuelles ; ce qui invalide la faisabilité de l'opération.

Georges Bergé décide alors de l'abandonner et de demander à chacun d'aller

³ Il existe une autre section du S.O.E., la section RF, qui elle est en relations avec le Bureau Central de Renseignement et d'Action gaulliste, le BCRA.

⁴ Georges Bergé fera une carrière militaire, deviendra général et sera fait Compagnon de la Libération, comme Joël Le Tac, futur député et qui sera membre du Comité d'honneur de l'ANACR de 1980 à son décès en 2005.



De g. à d., Georges Bergé et Joël Le Tac.

dans la Région de France qu'il connaît le mieux pour y recueillir le maximum de renseignements utiles à Londres ; ainsi l'un reste à Vannes, Bergé et Forman partent à Paris et dans la Nièvre, Le Tac près de Brest. Rendez-vous a été donné quinze jours plus tard sur la plage de Saint-Gilles-Croix-de-Vie pour réembarquer sur le sous-marin *Tigris*.

Début avril, Bergé, Forman et Le Tac sont au rendez-vous, mais Petit-Jean et Renault manquent à l'appel. Leurs compagnons les attendent, passant plusieurs nuits dans les dunes près de Saint-Gilles-Croix-de-Vie.

Dans la nuit du 4 au 5 avril, le *Tigris* est au large de la côte, mais l'état de la mer rend difficiles les conditions de l'opération : seuls Bergé et Forman vont pouvoir gagner son bord, Le Tac devant rester sur la Plage.

Le *Tigris* va patrouiller encore quelques jours au large de la côte vendéenne avant de regagner la côte anglaise.

Quant à Joël Le Tac, qui a été rejoint par son frère Yves, lui-même résistant breton, il va tenter à deux reprises mais sans succès de mener une attaque contre la base de Meucon.

L'OPERATION «JOSEPHINE B»

Une opération analogue à «Savanna» va être menée peu après conjointement par la section RF du SOE – qui a échoué à mener seule l'opération avec des parachutistes polonais, – et le BCRA, l'objectif étant cette fois de détruire un ensemble de transformateurs situé à Pessac, près de Bordeaux, et qui alimentent la base allemande de sous-marins de la ville et le trafic ferroviaire.

Les sous-lieutenants Forman (ancien de «Savanna»), Cabard et Varnier sont parachutés avec du plastic et des grenades incendiaires dans la nuit du 11 au 12 mai 1941, mais leur première tentative va échouer, de même que leur récupération par sous-marin sur la plage de Mimizan.

Forman contacte alors Joël Le Tac resté à Paris et qui vient les rejoindre. L'opération est menée à bien dans la nuit du 7 au 8 juin.

L'équipe passe alors en zone Sud non occupée. Le 8 août, une opération de récupération par avion Lysander ayant échoué, ordre lui est donné de passer par l'Espagne pour rentrer en Angleterre.

LA RESISTANCE LETTONE

Avec les Lithuaniens qui leur sont voisins au sud, les Lettons sont un des deux peuples baltes¹ dont la présence individualisée est attestée dans la région dès le V^e siècle de notre ère. Pour autant, l'existence étatique de la Lettonie, peuplée aujourd'hui de 2,6 millions d'habitants² et devenue en 2003 membre de l'Union Européenne, a moins d'un siècle...

Au XIII^e siècle, alors que les territoires environnants ont été christianisés dans le catholicisme ou l'orthodoxie, la zone des actuels pays baltes reste majoritairement - bien que des évêchés catholiques y aient été créés dès la fin du XII^e et le début du XIII^e - une terre païenne (sont adorés des chênes sacrés et diverses divinités), qui va devenir de croisade.

Celle-ci - décidée par le pape Innocent III - va être dans une première phase menée de 1202 à 1260 par deux ordres monastiques militaires germaniques, celui des Chevaliers Teutoniques et celui des Chevaliers Porte-glaives.

Le territoire de l'actuelle Lettonie va juxtaposer dans une «Confédération livonienne» des possessions directes de l'Ordre des Porte-Glaives sur une moitié et des possessions épiscopales, telles celles de l'Archevêché de Riga, sur l'autre.

Durant cette période, qui voit la paysannerie balte passer sous le statut de servage, une immigration germanique socialement dominante - elle va donner la caste des «Barons baltes» (*Baltischer Adel*) - s'implante dans les villes, où arrivent aussi des commerçants russes...

A plusieurs reprises (1323, 1481, 1558, 1560), la région va avoir à faire face à des attaques russes. Pour les contenir et alors que l'Ordre des Porte-Glaives s'est dissous, le dernier grand-maître, Gotthard Kettler, se convertissant au protestantisme et prenant la tête d'un duché de Courlande, englobant aussi la Zemgale, va faire appel au nord aux Suédois, et au sud aux Polono-Lithuaniens.

A l'issue des affrontements qui éloignent la menace russe, l'actuelle Lettonie est divisée entre au sud le Duché de Courlande et de Zemgale, avec les villes de Liepaja sur la côte et Jelgava, au nord et au centre, les possessions suédoises, avec Riga.

Le Duché de Courlande et de Zemgale, protectorat polono-lituanien, va maintenir - en dehors d'une occupation suédoise entre 1701 et 1709 - son indépendance étatique jusqu'en 1795, année de son annexion à l'Empire russe. Quant aux autres régions de l'actuelle Lettonie, la Livonie suédoise (avec Riga) est conquise par les Russes en 1713, la Latgale, alors sous domination polono-lituanienne, sera totalement annexée par les Russes en 1772.

Quarante ans plus tard, alors que la guerre a été déclarée entre l'Empire Français et l'Empire russe, la Grande Armée napoléonienne va occuper la Courlande du 20 juillet

au 20 décembre 1812 et, à partir du 1^{er} août, un «Duché de Courlande, Semigallie et Pilten» est rétabli sous protectorat conjoint franco-saxon.³ Mais, le Duché ne survivra pas à la retraite napoléonienne de Russie.

Les pays lettons seront encore au sein de l'Empire russe pour plus d'un siècle. Restant sur le plan socio-économique et pour leur administration sous la domination des barons baltes, ils vont cependant connaître l'abolition du servage - en 1819 pour la Livonie, en 1817 pour la Courlande et la Zemgale, en 1861 pour la Latgale - et un début d'industrialisation : à la fin du XIX^e siècle, les usines, chantiers navals et fabriques lettonnes emploient plus de 90 000 personnes, Riga devient le troisième centre industriel de l'Empire russe.

A la fin du siècle, le pouvoir tsariste va écarter des postes dirigeants les barons baltes au profit d'administrateurs russes, et remplacer l'allemand par le russe comme langue principale de l'éducation et de l'administration. Parallèlement, s'affirme l'identité nationale du peuple letton.

La Révolution russe de 1905 aura un tragique écho en Lettonie : la répression des troupes tsaristes fera plusieurs milliers de victimes. Il y aura plusieurs milliers d'incarcérations, de déportations en Sibérie, d'autres milliers d'exilés.

L'INDEPENDANCE

La Première Guerre mondiale sera un tournant majeur pour la Lettonie : l'armée russe - qui intègre en son sein des dizaines de milliers de Lettons - va connaître de lourdes pertes et être battue par l'armée allemande, qui entre en Courlande et menace Riga. Conséquence des revers et des pertes énormes subies, la Révolution éclate en février 1917 à Petrograd, et gagne toutes les régions de l'Empire tsariste, qui s'effondre.

En Lettonie, aux côtés du Parti social-démocrate letton (LSDSP) formé en 1904, naissent de nouveaux partis politiques, en premier lieu l'Union paysanne, le Parti Populaire Latgalien. Le 17 novembre 1917, à l'exception des Bolcheviks lettons et des Socialistes révolutionnaires, les principaux Partis lettons décident la création d'un Conseil National provisoire. Toutefois, l'indépendance lettonne va devoir attendre : l'armée allemande à la faveur de l'effondrement russe a occupé la Région et Riga en septembre 1917, et va tenter de constituer un duché germano-balte en s'appuyant sur la communauté germanique autochtone.

La capitulation allemande du 11 novembre 1918 va conduire à la proclamation le 18 novembre à Riga de l'indépendance lettonne, avec à sa tête Karlis Ulmanis, chef de l'Union paysanne.

Parallèlement, les Tirailleurs lettons de l'ancienne armée russe, ralliés aux Bolcheviks, pénètrent en territoire letton et proclament le 17 décembre 1918 la République Socialiste Soviétique de Lettonie (SSRL) sous la direction de Peteris Stucka.

Duché de Courlande, Semigallie et Pilten aura pour intérimaire jusqu'au 8 octobre Auguste-Jules Rolland de Chambaudoin puis, comme Gouverneur-général jusqu'au 20 décembre, le général Jacques David Martin, Baron de Campredon.

La Latgale aura aussi entre le 20 juillet et le 28 septembre 1812 un Commandant français, Etienne Pierre Sylvestre, Baron Ricard, qui prit Dunabourg (Daugpils).



Retranché dans le port de Liepaja (Libau), le gouvernement Ulmanis va recevoir l'appui de Corps Francs de l'armée allemande, qui vont tenter de le renverser pour donner le pouvoir aux Barons baltes. Les troupes allemandes reprennent Riga le 23 avril 1919, y massacrant 4 000 sympathisants bolcheviques. C'est l'appui franco-britannique à Ulmanis qui va faire échouer l'opération germano-balte.

À partir de janvier 1920, les troupes fidèles au gouvernement Ulmanis repoussent les Bolcheviks lettons de la Latgale, la SSRL cesse d'exister. Le 11 août 1920, par le Traité de Riga, la Russie soviétique reconnaît la République de Lettonie, qui entre en septembre 1921 à la Société des Nations.

LA REPUBLIQUE DE LETTONIE

Le nouvel Etat - dont Janis Cakste devient président, Karlis Ulmanis étant Premier ministre - se dote d'un régime parlementaire au scrutin de liste à la proportionnelle, avec un pluralisme limité par l'interdiction du Parti communiste letton.⁴

La crise économique mondiale de 1929 va avoir des répercussions en Lettonie, économiques mais aussi politiques : un parti ultranationaliste antisémite d'extrême-droite, l'*Ugunskruts* («Croix de feu») est formé en 1932 par Gustav Celmins. Interdit, il est reformé en 1933 sous le nom de *Perkonkruts* («Croix du Tonnerre»), avec svastika, uniforme et salut fasciste, qui sera aussi interdit en 1934 ; Celmins s'exilera en 1937.

C'est que, dans la nuit du 15 au 16 mai 1934, Ulmanis, avec l'appui du ministre de la Guerre, Jan Balodis, a effectué un coup d'Etat instituant un régime autoritaire aux aspects fascistes, qui va rester en place jusqu'en 1940. En 1936, Ulmanis se proclame «Vadonis» (chef) de l'Etat letton.

Sa chute, qui intervient à l'été 1940, est la conséquence directe des événements liés au déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, en premier lieu au Pacte germano-soviétique du 23 août 1939, dont les clauses secrètes ont placé les trois Pays baltes dans l'orbite soviétique.

Le 25 septembre 1939, de même que les deux autres Etats baltes, la Lettonie va recevoir un ultimatum soviétique exigeant la cession à l'URSS de bases à Liepaja, Ventspils et Pitrag, ainsi que le stationnement pour 10 ans sur le sol letton de 30 000 hommes de l'Armée rouge et la signature d'un Traité d'assistance mutuelle ; ce qu'elle ne pourra refuser : le Traité sera signé le 5 octobre.

Après des incidents de frontières provoqués la veille, l'Armée rouge envahit le 17 juin 1940 la totalité de la Lettonie, prenant le

¹ Il y eut d'autres peuples baltes, tels les Vieux-Prussiens, assimilés au fil des siècles aux peuples germaniques ; les actuels Latgaliens et Séloniens, dont la langue n'est plus parlée en Lettonie que par quelques milliers de personnes, sont apparentés aux Lettons. Quant aux Estoniens, ils sont linguistiquement proches des Finlandais, leurs deux langues finniques étant d'origine finno-ougrienne, comme l'est le hongrois.

² Dont 27% de Russes et 6% d'Ukrainiens et Biélorusses, qui pour environ la moitié d'entre eux sont de familles immigrées dans le pays pendant la période soviétique.

³ Le Royaume de Saxe est alors allié de Napoléon. Le

⁴ En 1928, sous l'appellation «Syndicats de gauche», il obtiendra 5 sièges sur 100 au Parlement (*Saeima*) et, sous la dénomination «Groupe ouvrier et paysan» aux élections suivantes : 6 ; qui seront arrêtés en 1933 pour trahison.

contrôle des ponts et des télécommunications, et désarmant l'Armée (20 000 hommes) et la police lettones. André Vychinsky, le procureur des procès de Moscou de 1937-1938, est envoyé spécialement du Gouvernement soviétique auprès du Président Karlis Ulmanis, afin d'exiger la formation d'un gouvernement pro-soviétique. Ce qui sera fait le 21 juin, avec pour premier ministre Augusts Kirhensteins et une forte participation de communistes lettons, sortis de prison ou revenus d'exil en URSS.

Après des élections les 14 et 15 juillet, le « Bloc des Travailleurs » dirigé par le Parti communiste, seul autorisé à y participer, obtenant 98,49 % des voix, la République Socialiste Soviétique de Lettonie (RSSL) est créée le 21 juillet 1940, avec à sa tête Augusts Kirhensteins.

Le lendemain, Ulmanis est emmené en détention en URSS (où il décédera en prison en 1942) ; il en sera de même pour Janis Balodis, le ministre de la Défense, et pour 16 autres anciens ministres d'avant le 19 juin 1940. De nombreux anciens cadres militaires, politiques, économiques, culturels et diplomatiques seront arrêtés et transférés en URSS avec leurs familles, loin de la Lettonie (environ 35 000 personnes). Le 5 août 1940, la Lettonie est officiellement intégrée à l'URSS.

Refusant la soviétisation, des cadres lettons, notamment ceux s'y trouvant, se réfugieront à l'étranger, en France, en Grande-Bretagne, en Suède et – tel le général Bangerskys – en Allemagne nazie. D'autres formeront dans les forêts lettonnes de petites unités antisoviétiques. Moins d'un an plus tard, certaines d'entre elles se joindront aux envahisseurs nazis...

L'OCCUPATION NAZIE

Le 22 juin 1941 commença l'opération «Barbarossa», l'attaque nazie contre l'URSS : partant de la Prusse-Orientale, le Groupe d'armées Nord de la Wehrmacht commandé par le Generalfeldmarschall von Leeb, développe à travers les Républiques baltes son offensive vers le nord-est, avec pour objectif Leningrad.

Kaunas, capitale de la Lituanie, est prise le 24 juin, Minsk, celle de la Biélorussie, le 28 juin, le port letton de Liepaja est atteint le 27 juin, Riga, la capitale de la Lettonie, où une insurrection antisoviétique avait éclaté le 26 juin, est occupée le 1^{er} juillet...

Près de 50 000 Lettons, dont les dirigeants de la République soviétique (Président Kirchensteins, Kalnberznis, secrétaire général du PC letton...), ont accompagné la retraite de l'Armée rouge. Lors de son entrée en Lettonie, la Wehrmacht a été accueillie favorablement par une partie de la population, qui espère le rétablissement de l'indépendance lettonne. Proclamée le 23 juin 1941 par le général Oskar Dankers, cette «indépendance» va être sans lendemain : le but des nazis étant l'annexion au Reich des trois Pays baltes et la germanisation des Baltes racialement «assimilables».

Le 1^{er} septembre 1941, la Lettonie est insérée dans le Reichskommissariat Ostland⁵, dont elle forme un «commissariat général» placé sous l'autorité d'Otto – Heinrich Drechsler, ancien maire nazi de Lubeck.

Les occupants vont, pour contrôler la Lettonie, s'appuyer sur des supplétifs lettons, recrutés jusque parmi les nationalistes privilégiant l'anticommunisme et l'antisémitisme

à l'aspiration nationale, et mettre en place une police lettonne, qui va l'auxiliaire du génocide des Juifs lettons.

Ainsi, Voldemars Veiss, un germano-balte, lance dès l'arrivée de la Wehrmacht à Riga un appel à la radio incitant les Lettons à «se débarrasser des traîtres, des communistes, des fonctionnaires de la République soviétique, des Juifs» ; il est placé par les Allemands à la tête des forces de sécurité lettones du Commissariat général.

La communauté juive de Lettonie – de l'ordre de 90 000 personnes en 1940 – va être dès les premiers jours de l'occupation la cible de la politique nazie d'extermination : elle se concrétise dès le 1^{er} juillet à Liepava (Liebau) et Riga, où le pogrom dirigé par Victor Arajs et Herber Cukurs fait jusqu'au 4 juillet 400 victimes, prélude à l'assassinat de masse : le 30 novembre 1941, 25 000 Juifs lettons sont tués dans la forêt de Rumbula, à 10 km de la ville ; un second massacre aura lieu les 8 et 9 décembre au même endroit. Les ghettos de Daugavpils (11 000 victimes du 8 au 10 novembre) et de Liepaja (2 300 victimes les 16 et 17 décembre) auront subi le même sort.

À la fin 1941, 69 750 Juifs Lettons auront été assassinés, à la fin de la Guerre seuls 200 des 70 000 Juifs restés dans le pays à l'arrivée des Allemands auront survécu. Notamment grâce aux 134 «Justes» lettons, tel Zanis Lipke, docker du port de Riga, qui cacha une cinquantaine de personnes jusqu'au retour de l'Armée rouge en octobre 1944.

Car si les nazis trouvèrent en nombre en Lettonie des collaborateurs – ils y recrutèrent deux divisions SS, la 15^e Waffen-Grenadier-Division «Lettland» (Lettische n° 1), qui comptera plus de 18 000 hommes fin juin 1944, et la 19^e Waffen-Grenadier-Division (Lettische n° 2), d'un effectif de 10 000 hommes –, il y eut une Résistance lettonne.

UNE RESISTANCE DIVERSIFIÉE

En dehors de sa composante fasciste qui restera fidèle aux nazis jusqu'à la fin du 3^e Reich, la population lettonne, frustrée dans son aspiration à l'indépendance, choquée des crimes de masse commis par les nazis et leurs alliés lettons, victime de privations, d'exactions et de viols commis par les forces allemandes, va prendre ses distances avec l'occupant avant de lui affirmer son hostilité.

L'exiguïté du territoire national – 65 000 km² – et la faiblesse de la population – 2 millions d'habitants, dont 75 % de Lettons – facilitent le contrôle du pays, mais les forêts (52 % du territoire) offrent un refuge à des formations de partisans, qui vont se rattacher à deux centres de commandement, l'un nationaliste, l'autre soviétique.

Le Conseil central letton (*Latvijas Centrālā Padome*, LCP), fondé le 13 août 1943 et présidé par Konstantins Čakste⁶, va chapeauter les différents mouvements nationalistes. Le LCP, va tenter – sous couvert de la création d'une Garde nationale officiellement dirigée contre les partisans soviétiques – de se doter à partir du 28 juillet 1944 d'une structure militaire forte d'un millier d'hommes, les *Kure-*

liesi, dirigée par le général Janis Kurēlis. L'unité sera désarmée par les Allemands à la mi-novembre 1944, plusieurs de ses officiers seront fusillés, le général Kurēlis et plus de 500 de ses hommes seront déportés au camp de concentration de Sutthof.

Après l'annexion soviétique de 1940, l'armée lettonne avait été de fait démobilisée, plusieurs centaines de ses officiers envoyés dans les camps du Goulag. Quand, face à l'offensive allemande, l'armée soviétique se replie début juillet 1941 au-delà de la frontière lettonne, elle ne compte plus que 3 000 soldats lettons. Une première unité lettonne – le 1^{er} régiment de travailleurs lettons – sera réorganisée dès le 18 juillet 1941 en Estonie. Par la suite, d'autres unités composées de Lettons – où à forte composante lettone – seront formées (43^e division de tirailleurs lettons de la Garde, 1^{er} régiment de réserve de tirailleurs lettons, 130^e corps de tirailleurs lettons, une escadrille, une colonne de chars, etc.)

À partir du 30 mai 1942, un Quartier général central des Partisans soviétiques est établi à Moscou, en liaison avec l'État-major de l'Armée rouge. Et, à partir du 28 septembre 1942, une Direction du Mouvement des Partisans lettons est mise en place et placée à partir de janvier 1943 sous la direction d'Artur Sprogis.

De premiers groupes de partisans soviétiques avaient été envoyés en Lettonie dès la fin 1941, mais, ne disposant pas d'appui parmi la population, avaient été rapidement anéantis. En juin 1942 commença dans la région de Leningrad la formation d'un régiment partisan letton d'environ 200 hommes «*Par Padomju Latviju*» («Pour la Lettonie soviétique»), qui vont être envoyés le 7 juillet dans la région de Karsavā, où ils seront décimés.

Un nouveau régiment «*Par Padomju Latviju*», composé de volontaires et de tirailleurs lettons de la 201^e division, sera formé en septembre 1942 sous la direction de Vilis Samson ; il sera transformé en une brigade de 3 000 hommes qui n'entrera en Lettonie que fin 1943

Le 4 janvier 1944, le commandement partisan letton avait à sa disposition 812 combattants qui, divisés en petites unités d'une douzaine d'hommes se battent notamment en Courlande au prix de lourdes pertes. De mars à juillet 1944 opérèrent 4 brigades de partisans : celle de Vilis Samson dans le nord et le nord-est de la Lettonie, une 2^e brigade (1 500 hommes) dans le centre du pays, une 3^e (500 hommes) dans le sud en Zemgale, une 4^e (500 Russes) dans la région du lac Lubans.

Un millier de partisans soviétiques en Lettonie entre 1941 et 1944 reçurent des distinctions, 3 d'entre eux – dont Vilis Samson – furent faits «Héros de l'Union soviétique».

Le 13 octobre 1944, l'Armée rouge entrain dans Riga abandonnée par les Allemands, qui se réfugient avec certains de leurs collaborateurs lettons en Courlande, où se constitue une «poche» comptant encore début 1945 180 000 combattants, reliée notamment par sous-marins avec le Reich et qui ne capitula que le 9 mai 1945.

⁵ Le Reichskommissariat Ostland – qui dépend du «Ministère du Reich aux Territoires occupés de l'Est» d'Alfred Rosenberg et dont la capitale est Minsk – comprend les trois Pays Baltes et la Biélorussie. Jusqu'au 26 septembre 1944, il sera dirigé par Hinrich Lohse puis – jusqu'au 13 octobre 1944 – par Erich Koch.

⁶ Le LCP (*Latvijas Centrālā Padome*), qui a pour objectif de rétablir l'indépendance lettonne d'avant l'annexion soviétique, rassemble le Parti Ouvrier Social-Démocrate, le Centre Démocratique, l'Union paysanne et le Parti

Paysan Chrétien de Latgalie. La Gestapo arrêtera le 29 avril 1944 la direction du LCP. K. Čakste mourra au camp de concentration de Sutthof le 22 février 1945. Le LCP, réorganisé tiendra – alors que l'Armée rouge s'approche – une dernière réunion à Riga le 8 septembre 1944 et publiera une déclaration de restauration de l'indépendance de la Lettonie, avant de tenter sans succès de rejoindre la Suède.



HOMMAGE AUX HEROS DE L’AFFICHE ROUGE

Le dimanche 21 février dernier, près de 120 personnes se sont retrouvées au Cimetière parisien d’Ivry-sur-Seine pour rendre, comme chaque année depuis la Libération, un émouvant hommage aux combattants étrangers et français du Groupe FTP-M.O.I. MANOUCHIAN-BOCVZOV, fusillés le 21 février 1944 au Mont-Valérien et inhumés à Ivry, dont le martyr a été rendu célèbre par l’Affiche rouge ainsi que par le célèbre poème d’Aragon.

La cérémonie, organisée par l’ANACR avec l’aide de la mairie d’Ivry, était placée sous la présidence d’honneur de M. Jean-Marc TODESCHINI, Secrétaire d’Etat chargé des Anciens Combattants et de la Mémoire, et la présidence effective de Louis CORTOT, Compagnon de la Libération, Président de l’ANACR.

On remarquait la présence notamment de M. Olivier BEAUBILLARD, maire-adjoint d’Ivry représentant M. le maire Philippe BOUYSSON, de M. Arsène TCHAKARIAN, dernier survivant du groupe Manouchian-Bocsov, de Mme Beata JESKO Vice-consul, représentant M. l’ambassadeur de Pologne, de M. le Colonel Garegin MARGARYAN, attaché de Défense, représentant M. l’Ambassadeur d’Arménie, de M. Robert CREANGE, Vice-Président de l’Union Française des Associations de Combattants, l’UFAC, représentant le Président GOUJAT, de M. Pascal CHARPENTIER DE LA ROCHEMACE, Directeur du Service départemental du Val-de-Marne de l’ONAC, de M. André RAKOTO, Directeur du Service départemental de Paris de l’ONAC, de M. Georges DUFAU-EPSTEIN, Président de l’Association Nationale des Familles de Fusillés et Massacrés de la Résistance Française.

La Direction nationale de l’ANACR était représentée par Louis CORTOT, Président, Anne FRIANT-MENDRES, vice-Présidente, Jacques WEILLER, vice-président, Jacques VARIN, Secrétaire général, Christiane TARDIF, membre du Bureau National, celle du Comité de Paris de l’ANACR par Jean-Louis CORTOT, secrétaire général et membre du Conseil national, celle de Seine-Saint-Denis par Guy FREZOUL et Louis SECRESTAN, membres du Conseil National, celle de Libération PTT par Colette PALLARES, membre du Conseil National, Jean-Paul MARIE, membre de la Commission Nationale de Contrôle Financier.

Ouvrant la cérémonie, Louis CORTOT, rappela qu’elle prit naissance dès février 1945, «L’ANACR, qui a rassemblé depuis sa création des Résistants de toutes origines, de tous mouvements, de tous courants de pensée et formes de lutte de la Résistance, se devait de faire en sorte que ne soit pas oublié le sacrifice de ceux qui, depuis 72 ans, sont devenus sur le sol de France le symbole du combat fraternel et solidaire mené par les peuples contre le fascisme.

«Un combat fraternel et solidaire dont l’écho prend tout son sens en ces temps où le peuple français, notre pays, d’autres peuples, d’autres pays connaissent à nouveau les crimes de masse commis au nom d’idéologies totalitaires, barbares.

«20 de ces 23 Résistants regroupés il y a 72 ans par les nazis dans un soi-disant procès, qui reste l’un des plus iniques et cyniques que l’on ait connus, rassemblés par eux devant les fusils du peloton d’exécution et le couperet du bourreau, étaient des étrangers, de six nationalités différentes, immigrés dans notre pays...»

Elle fut suivie de l’Appel des «Morts pour la France» lu par Jacques VARIN et Jean-Louis CORTOT.

Après la sonnerie «Aux morts» et la minute de silence, des gerbes furent déposées au pied de la stèle de Missak Manouchian par M. Olivier BEAUBILLARD, adjoint au Maire d’Ivry, par M. le colonel MARGARYAN, Attaché de Défense d’Arménie, et au nom de M. Jean-Luc LAURENT, député-maire du Kremlin-Bicêtre.

Des gerbes furent aussi déposées par l’ANACR de Colombes, la FNDIRP, l’UCFAF, le Comité national du PCF, les sections d’Ivry du PCF et du Mouvement Jeunes Communistes, par l’ANACRAF, le C.C.A.F. mission 2015, l’ARAC, le PRCF, la FNDIRP, le MAFP, l’Association pour le Souvenir des Fusillés du Mont-Valérien, l’UJRE, l’Association des Familles de fusillés et massacrés de la Résistance française, et, pour l’Association Nationale des Anciens Combattants et Ami(e)s de la Résistance (ANACR), par Louis CORTOT et Jacques WEILLER.

Jacques VARIN, après avoir évoqué les relations étroites entre la France et la Pologne, rappela que les généraux polonais Wroblewski et Dombrowski furent des héros de la Commune de Paris, retraça l’arrivée en nombre dès la fin du 19^e siècle de travailleurs polonais dans les mines du nord et de l’Est, dans l’agriculture. Puis, après la Première guerre mondiale, celle d’émigrés économiques, politiques, fuyant l’antisémitisme et qui, pour beaucoup, participèrent en France au mouvement ouvrier et antifasciste, partirent aux Brigades internationales en Espagne avant de prendre part à la Résistance contre l’occupant de notre pays et ses valets. Membres du Groupe Manouchian, héros de l’Affiche rouge, Maurice Fingerswajg, Jonas Geduldig, Léon Goldberg, Szlama Grzywacz, Stanislas Kubalcki, Marcel Rayman, Willy Szapiro et Wolf Wajsbrot, en sont des figures symboliques.

Anne FRIANT-MENDRES rappela qu’«être fidèles au souvenir des 24 (...), c’est rendre hommage à leur combat, mais c’est aussi et surtout le poursuivre aujourd’hui et demain contre les résurgences du fascisme (...), c’est... dénoncer l’apparition impudente à travers le monde et plus particulièrement en Europe d’héritiers des régimes fascistes vaincus en 1945 (...). Dans notre pays aussi, l’on assiste à une inquiétante montée électorale de l’extrême-droite (...)

«C’est aussi être vigilants contre tous les discours cherchant - à la faveur de ces dramatiques événements [de janvier et décembre 2015 dans notre pays] - à faire des immigrés les boucs-émissaires responsables de tous les maux de notre société, à les assimiler au terrorisme. Ce qui fait le lit de la xénophobie et du racisme.

«C’est pourquoi le travail de maintien et de transmission de la mémoire, pour rappeler ce qu’est le fascisme et ce que furent ses crimes, travail de maintien et de transmission de la mémoire auquel participe notre cérémonie annuelle d’hommage aux martyrs du Groupe Manouchian-Bocsov, qui associe Français et immigrés, est non seulement un devoir mais une nécessité.

«Furent interprétés «l’Affiche rouge», le «Chant des Partisans» et la «Marseillaise».

Chaque mois, les Comités ANACR ont à déplorer le décès de vaillants camarades qui se distinguèrent dans les combats de la Résistance et de la Libération. La Di-

rection Nationale de l'Association et son journal adressent aux familles et amis des disparus leurs condoléances et l'expression de leur fraternelle affection.

Camille DOGNETON (Charente)

Né le 19 janvier 1922 à Saint-Saud, près de Nontron, dans la famille d'un instituteur républicain, gazé lors de la Première Guerre mondiale, et qui décéda peu après, Camille Dogneton est trop jeune – il n'a que 17 ans – pour être mobilisé en 1939. Traumaté par l'arrivée des Allemands à Angoulême le 24 juin 1940, il quitte son emploi à la fonderie de Ruelle et passe la ligne de démarcation pour retrouver sa mère en zone non occupée. Une ligne de démarcation qu'il franchira à plusieurs reprises pour porter des messages en zone occupée, ce qui lui vaudra deux arrestations et deux emprisonnements – de 8 jours et 15 jours – à la prison Saint-Roch d'Angoulême. Avec le fils d'un imprimeur, il distribue des tracts clandestins à Nontron. Convoqué à deux reprises en 1943 au STO, il s'y refuse et rejoint le 27 septembre le maquis AS dirigé par « Mireille » (Marc Goldman) en Dordogne. Le 3 novembre 1943, à Maine-du-Puits, au lieu-dit St-Vincent-de-Connezac, le maquis « Mireille » est attaqué par des GMR : les maquisards ont un blessé, trois morts et 32 prisonniers qui seront emprisonnés à Limoges, « jugés », condamnés (Camille Dogneton à 5 ans de prison) et incarcérés à la Centrale d'Eysses, dans le Lot-et-Garonne. Camille Dogneton participera le 19 février 1944 à la révolte des prisonniers d'Eysses. Après son échec, il va faire partie des patriotes qui le 30 mai vont être livrés aux SS de la *Das Reich* et qui, depuis la gare de Penne d'Agenais, non loin de Villeneuve-sur-Lot, furent – via le camp de Compiègne et au terme d'un voyage dans des conditions atroces – déportés au camp de concentration de Dachau, où il fut la matricule 73372. Il fut affecté au sous-camp d'Allach installé auprès de l'usine BMW, régulièrement bombardée par les Américains ; un enfer, dont il fut libéré le 29 avril 1945 par l'armée américaine. Après un séjour sur les bords du lac de Constance, un passage à l'hôtel Lutétia de Paris, ce fut le retour dans sa famille à Nontron, avant d'être admis à l'hôpital militaire de Rochefort pour de graves problèmes pulmonaires. Marié en 1946 avec Madeleine, qui lui donnera deux fils, Camille Dogneton, avec Daniel Roger, résistant du secteur de Sauzé-Vaussais, avec James Lanceyron, Joseph Tauja et le colonel Bernard Lelay, sera à l'origine de la création de l'Amicale des anciens FFI-FTPF, qui deviendra l'ANACR, dont il sera le secrétaire puis le Président départemental. Avec son ami Roger Doche, qui en fut l'initiateur, il consacra ses efforts à la réalisation du Musée départemental de la Résistance et de la Déportation, qui ouvrit ses portes le 18 juin 1993, ainsi qu'à la constitution du Comité de liaison des Associations de Résistants et de Déportés, allant jusqu'au bout de ses forces témoigner dans les Lycées et collèges dans le cadre du Concours National de la Résistance et de la Déportation. Entré en 1988 au Conseil national de l'ANACR lors de son congrès de Blois, il en était depuis 2010 membre honoraire. Il était Chevalier de la Légion d'honneur, médaillé militaire, Croix de Guerre 1939-1945, Médaille de la Résistance, Croix du Combattant Volontaire de la Résistance, du Combattant, Médaillé de la Déportation.

Charles PALANT (Paris)

Né le 27 septembre 1922 dans le quartier de Belleville à Paris dans une famille originaire de Pologne, ayant fui la répression tsariste, les pogroms et la misère, Charles Palant, décédé le 26 février 2016, fut élevé dans ce quartier populaire, son père, ouvrier maroquinier de sensibilité libertaire, l'éveillant au mouvement social, à l'histoire du mouvement ouvrier français, à l'héritage de la Commune de Paris. Son père décède le 2 avril 1933, laissant une épouse et famille de quatre enfants, dont il est le troisième et qui doit survivre avec le seul salaire de l'aîné. En 1935, obtenu son certificat d'études primaires, il doit quitter l'école et devient alors ouvrier maroquinier chez un petit patron du voisinage. La victoire du

Front populaire en mai 1936, et le mouvement de grève qui s'ensuivit vont marquer un tournant dans sa vie, celui de l'engagement qui sera le sien jusqu'à son dernier souffle : il est le plus jeune délégué syndical CGT de la maroquinerie parisienne et prend la parole à la Bourse du travail. Les accords Matignon doublèrent son salaire, son temps de travail fut ramené de cinquante-cinq heures à quarante. Parallèlement, il milite à la Ligue Internationale Contre l'Antisémitisme (LICA). Durant la « Drôle de guerre » et les débuts de l'Occupation, il poursuit son activité de maroquinier. En juillet 1941, il passe en zone sud et rejoint Lyon, où sa mère et sa jeune sœur le rejoindront plus tard et où, tout en ayant une activité de maroquinier, il va entrer en contact avec de premières structures de résistance. Le 17 août 1943, ayant été dénoncé, il est arrêté par la Gestapo à son domicile lyonnais, ainsi que sa mère et sa jeune sœur. Après une détention au Fort Montluc, tous trois sont transférés le 21 septembre au camp de Drancy près de Paris, d'où ils sont déportés le 7 octobre par le convoi n°60 vers Auschwitz, où sa mère et sa sœur sont assassinées dès leur arrivée. Transféré à Auschwitz III (Buna-Monowitz), où la firme allemande I.G. Farben avait installé une usine de caoutchouc synthétique, il échappa par miracle à une mortelle « sélection ». De même, il surviva début 1945 à une « marche de la mort » initiée le 18 janvier d'évacuation d'Auschwitz vers Buchenwald d'où, pesant alors à vingt-trois ans trente-huit kilos, il sera libéré par l'insurrection le 11 avril. Au retour de déportation, il épouse en 1946 Daisy Safan, dont toute la famille avait elle aussi disparu à Auschwitz. En 1949, il participe à la création du Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et pour la Paix (MRAP), dont il sera le secrétaire général de 1950 à 1971 ; puis l'un des vice-présidents et, de 1979 à 1986, membre de la présidence collégiale. A partir de 1984, il représenta le MRAP à la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH). En 1987, il sera témoin au procès Barbie à Lyon. A sa disparition, il était membre de la CNCDH, vice-président des Anciens Déportés d'Auschwitz, administrateur de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation, Président d'honneur du MRAP, commandeur de la Légion d'honneur.

Suzanne GATELLIER (Libération Nationale PTT)

Née en Seine-et-Marne le 5 mai 1916, elle s'est éteinte le 27 janvier 2016, à quelques semaines de ses 100 ans. Suzanne épouse Roger Aurbaut, télégraphiste PTT au centre Paris-Bourse le 7 janvier 1939, fils de militants communistes d'Emerainville dont la maison est le lieu de réunions politiques et une ruche d'accueil et de contacts, notamment d'antifascistes allemands après 1933. En mai 1940, Suzanne et Roger connaissent l'exode mais, dès leur retour, prennent des contacts et vont former un premier réseau, qui se réunit dans cette maison d'Emerainville en Seine-et-Marne. En 1941, Roger récupère des explosifs, puis une ronéo et du papier. En juin 1942 la famille Aurbaut cache deux évadés de la prison de Compiègne dont Charles Désirat, qui sera déporté. En septembre 1943, Eugène Granet, frère de Désirat, l'un des fusillés de Châteaubriant, technicien radio, s'installe dans cette maison. Suzanne distribuera les tracts tirés dans le grenier, et assurera la liaison avec la Résistance à Paris en portant des messages codés. Le 8 décembre 1943, la maison d'Emerainville est cernée par la Gestapo. Louis et Florentine Aurbaut, les beaux-parents de Suzanne, sont arrêtés ainsi qu'Eugène Granet. Tous trois seront déportés. Suzanne et Roger entrent dans la clandestinité mais, le 10 mai 1944, ils sont arrêtés à Paris par la Gestapo, et emprisonnés à Fresnes au secret. Le 11 août 1944, pour Suzanne, c'est le départ à partir du quai à bestiaux à Pantin pour l'Allemagne. Elle peut jeter un message sur la voie à Pontault-Combault qui sera remis à sa mère.

Suzanne arrive à Ravensbrück le 26 août, après un passage à Sarrebruck. Le 8 septembre, Suzanne et d'autres déportées sont acheminées vers le camp de travail d'Holleischen dans une usine d'armement. L'hiver 44-45 est très rude. Suzanne avec d'autres camarades poursuivront à leur façon dans l'usine leur résistance en sabotant des obus qui y sont fabriqués. Enfin, le 5 mai 1945, c'est la libération du camp, le jour même de l'anniversaire de Suzanne. Et c'est le retour en France et l'arrivée le 24 mai 1945 à Paris au Lutétia. Son mari, ses beaux-parents et son ami Eugène ne revinrent pas. Suzanne au retour de cet enfer a écrit ces mots d'espoir : « il faut réapprendre à vivre, très vite reprendre la lutte, militer, témoigner du vécu pour traverser l'avenir ». Témoigner, toujours témoigner pour ne pas revivre cela, c'est ce que Suzanne Gattellier a fait toute sa vie. Elle intervenait dans les collèges et les lycées, elle allait également en Allemagne rencontrer les jeunes étudiants, elle assistait aux « Marches de la vie » et, jusqu'à ces dernières années, participait aux diverses cérémonies commémoratives. Elle était membre du Conseil d'Administration de l'association « Libération Nationale PTT – ANACR ».

Denise ARTHUR, Thérèse THOMAS (Côtes-d'Armor)

Secrétaire de mairie à Pludual (22), née le 23 décembre 1929, décédée à 96 ans, Denise Arthur est entrée en Résistance au moment de l'instauration du STO, établissant quantité de faux papiers pour les réfractaires, ainsi que pour les aviateurs et agents d'évasion du réseau Shelburn. Elle reçut la croix de Guerre avec palmes.

Née le 29 juin 1927 à Lamolion (22) et décédée à l'âge de 89 ans, Thérèse Thomas, jeune fille de 16 ans en 1943, devient agent de liaison, effectuant des transports de blessés, d'approvisionnements d'armes, de munitions, de nourritures, dans différents maquis du secteur, cela en char à bancs entraîné par sa jument « Mordelle ». Sa jeunesse et son attelage n'éveillant pas les soupçons de l'occupant, lui ont permis d'accomplir de multiples actions périlleuses, qui lui valurent la Croix de Guerre, la Médaille de la Résistance et la Croix du Combattant.

Gilbert ARGUINART (Hautes-Pyrénées)

Fils de cheminot, il est étudiant au Lycée Théophile Gautier à Tarbes en cette année 1944. En période d'été, la SNCF embauche des étudiants, Gilbert fait partie de ceux-là. L'ennemi occupe la ville, des cheminots allemands logent à l'hôtel Excelsior face à la gare, pour remplacer les cheminots tarbais trop occupés à saboter les locos, les wagons, les caténaires, etc. Gilbert est de ceux-là. Il rejoint le groupe FER l'organisation de la résistance cheminote. C'est à ce titre qu'il reçoit une citation à l'ordre de la brigade signée par le Général Koenig : « Jeune élément du groupe FER toujours disposé à accomplir les missions dangereuses. Lors des combats à Tarbes des 18 et 19 août 44 a témoigné de la plus grande audace et du plus grand courage au cours de la chasse organisée dans la gare pendant l'attaque et l'incendie de la ruhe méridionale, a crânement exposé sa vie pour la libération de son pays ; il est gravement blessé le 18 août ». Nommé au grade fictif d'aspirant FFI le 15 novembre 1944, il est homologué sergent-chef à dater du 3 février 1948. Par la suite, il recevra la Croix de Guerre avec palme, les Croix de Chevalier de l'Ordre du mérite et de l'Ordre de la Légion d'honneur. Membre de l'ANACR 65 à sa constitution, et, remplaçant Robert Barret, il la présidera pendant de nombreuses années, attentif au développement des Amis de la Résistance pour assurer la relève. Président d'honneur de l'ANACR 65, il était aussi Président du Groupe fer du Comité départemental de la Résistance (CDR), de l'UDAC.

AVIS DE RECHERCHE

Je cherche des renseignements sur mon grand-père, Claude Louis BODENES, né à Guilers le 11 avril 1922 et décédé à Brest à la fin des années quatre-vingt.

Celui-ci a servi dans les rangs des FTP du Finistère durant la guerre, mais je ne sais ni où ni quand. Son pseudo aurait-été "WILLY".

Ne sachant où chercher, qui pourrait me donner des pistes ?

Contacteur Willy BODENES
E-mail : wbodenesmobile@orange.fr

Mon grand-père Adrien GUILLEN, étant décédé en janvier 2015, ma famille et moi-même avons retrouvé dans ses papiers une carte du « Conseil National de la Résistance - Commission militaire » à son nom, avec un numéro d'insigne : 56 737.

« Mon grand-père a toujours très peu parlé de sa vie pendant la Guerre, et nous ne savions même pas qu'il avait fait partie de la Résistance. Nous aimerions savoir comment, où il était à cette période et ce à quoi il a participé. Qui pourrait nous donner des informations ?

Contacteur Claire FAURY
E-mail : clairefaury@hotmail.com

Je cherche des renseignements sur Sonia ZEIDMAN, épouse de Maurice ANTLER, qui, comme infirmière, s'était engagée avec lui dans la Brigade franco-belge des Brigades internationales.

Lui est mort au combat en 1938 sur le Front de l'Ebre. Elle a survécu, et aurait fait partie d'un groupe de Résistants à Toulouse. Une mention manuscrite au dos d'une de ses photos indique : « fusillée par les Allemands ».

Elle ne figure pas sur le récent livre des fusillés de la Résistance. Qui pourrait me renseigner ?

Contacteur Bernard EBENSTEIN
8, rue Armand-Dutreix. 87 000 - LIMOGES
E-mail : bernardeben@yahoo.fr

Je m'appelle Agnès LOPEZ-RUIZ, fille et petite-fille de Républicains espagnols immigrés à Cosne-d'Allier en 1939. Je fais actuellement des recherches généalogiques, or les anciens ne sont plus là pour répondre à mes questions...

Sur le tombeau familial, il y a une plaque de votre organisme pour l'un de mes oncles (mais je ne suis pas sûre duquel il s'agit). Je pense qu'il pourrait s'agir de Faustino LOPEZ RUIZ, né à Laredo - Cantabrie, Espagne, le 30 juin 1913 et décédé dans un accident de car le 18 août 1951. Il était ancien officier de l'armée républicaine puis maquisard en France.

En 1939, lors de leur arrivée en France, ils ont été accueillis à Cosne d'Allier ; puis, rapidement, ils ont déménagé à Montluçon - route de Lavault Ste Anne, avant de revenir à Cosne lors du bombardement de Montluçon. Sa dernière adresse connue était à Désertines, il travaillait chez Dunlop.

A défaut, mais j'en doute, il pourrait s'agir d'un autre oncle : Diego CABEZUELO CAMACHO, (1913-1993), qui a toujours habité à Cosne d'Allier. Il était salarié des abattoirs de Villefranche.

Qui aurait des informations à me communiquer sur mes oncles ? Dans l'attente de tout aide...

Contacteur Agnès LOPEZ RUIZ
CLERMONT-FERRAND
E-mail : alr9463@yahoo.fr

Je recherche des informations sur le père de mon épouse, Georges VABRE, qui a appartenu au Maquis du Guesclin et a poursuivi le combat comme engagé volontaire pour la durée de la guerre. Il était titulaire de la Croix du Combattant Volontaire de la Résistance et de la Croix du Combattant.

Qui pourrait m'en donner ? Merci par avance.

Contacteur Hubert DROIT
E-mail : hubdroit@gmail.com
6, rue de l'Europe
94490- ORMESSON-SUR-MARNE
Tel : 01 45 94 95 99 - Port : 06 74 93 16 88

Mon grand-père, Antonio GOMEZ LOPEZ, fils de Saturnino Gomez et Encarnacion Lopez, né à Val de Santo Domingo à Tolède le 28 décembre 1909, a combattu lors de la guerre civile espagnole et a effectué la Retirada en France le 10 février 1939.

Après avoir intégré à une Compagnie de travailleurs espagnols puis à un Groupe de travailleurs étrangers (G.T.E.) dans les Hautes-Alpes, il va rejoindre à partir de janvier 1944, dans un maquis des Hautes-Alpes, le 14^e bataillon FTP.

De 1945 à 1955, il a travaillé sur le port de Marseille, et est décédé le 22 août 1955 au sanatorium Petit Arbois, à Aix-en-Provence.

Contacteur Isabelo SANCHEZ GOMEZ
Calle Via Tarpeya 7,
Casa 4445007-TOLEDO (Espagne)
Tél. : 34 92 52 32 350
Port : 34 69 73 61 641
E-mail : almaz16@hotmail.com

Petit-fils d'André DESCARGUES, adhérent du Comité ANACR de Périgueux jusqu'en 2011 et décédé en 2012, je cherche à reconstituer son parcours dans la Résistance en 1942 et 1944, année lors de laquelle il fut blessé à Saint-Astier (Dordogne) le 20 août 1944.

J'ai fait plusieurs demandes de renseignements auprès des archives militaires qui sont en cours de traitement mais qui vont être longues. Qui aurait des informations sur lui ou pourrait me dire vers qui me tourner pour en savoir plus sur lui et son parcours ?

Contacteur Nicolas DESCARGUES
33 Cami d'Assau. 64680-BUZIET
Tel : 05 59 21 06 72
E-mail : nicolas_descargues@orange.fr

Professeur de journalisme à l'Université Ramon Llull de Barcelone, je recherche des renseignements sur la vie d'un journaliste de guerre espagnol décédé dans les années 70, José BORT-VELA, qui a gagné la France à la fin de la Guerre civile, et qui assure dans ses mémoires, « *Angustia de vivir* », qu'il a appartenu à la Résistance à Tours. Je voudrais savoir si vous avez quelque information sur ce sujet. Je vous remercie.

Contacteur Francesc VIADEL GIRBES
Universitat Ramon Llull de Barcelona
Plaza Joan Coromines
08001- BARCELONA
E-mail : francescjesusvg@blanquerna.url.edu

Mon grand-père Camille OLIVAUD a été arrêté le 15 janvier 1941 et emprisonné à la prison La Fayette de Nantes. J'ai retrouvé un document écrit de sa main lors de son incarcération (une croix avec le nombre de jours

passé en prison coché. Cette croix est surmontée du sigle S.I.B.A. Je recherche la signification de ce sigle et me demande s'il n'a pas de lien avec un mouvement de résistance.

Merci pour toute information
Contacteur Pierre-Jean OLIVAUD
29, rue de la Rochejaquelein
44260-PRINQUIAU
Tel : 06 03 87 24 65
E-mail : olivaud.pierre-jean@neuf.fr

Mon grand-père Emile AGNES (24/08/1901 - 21/03/1970) a fait partie du groupe « BIGONVILLE ».

Qui connaît ce groupe ?
Contacteur Alain PIERREJEAN
de la Pie, 67500 -HAGUENAU
Tel : 09 51 17 05 80 Port : 06 04 03 52 42
E-mail : blasondor5@gmail.com

J'ai perdu mon père très jeune, mais j'ai retrouvé des photos de mon père Maurice KNOBLICH, né le 7 juillet 1920 à Morhange, Moselle, domicilié à Lyon, avec un tampon et papier déchiré, il appartenait FFI, il était officier.

Qui l'aurait connu, qui pourrait me donner des renseignements sur lui ?

Contacteur Michelle SALVINI-KNOBLICH
7 allée de la bastide des Cyprès
13100 - AIX-EN-PROVENCE
Port : 06 59 39 09 24
E-mail : michelle.salvini@orange.fr

Mon Père est mort en déportation le 14 avril 1945 à Gardelegen.

J'ai en ma possession le document de l'ANACR-Comité Départemental du Lot "Témoignage de Reconnaissance" n°108, attribué à la famille Marc Calvet, à Latronquièrre, pour services rendus à la Résistance au cours de la période 1940-1944, daté à Cahors du 18 novembre 1991.

Je désire - ainsi que mes sœurs et frère - savoir quels sont les faits et services que mon Père a rendu à la Résistance. N'ayant aucune information sur ce sujet, et ma mère qui ne nous en a jamais parlé est décédée.

Je compte sur vous pour éclaircir toutes les questions que nous nous posons. Il est important pour nous tant que nous sommes encore en vie d'avoir ces informations pour nos descendants qui sont très concernés.

Contacteur Jean-Louis CALVET
3, chemin de Touraine - 15130-YTRAC
Tel : 04 71 64 06 52
E-mail : jl.calvet15@orange.fr

Je fais des recherches de renseignements précis sur un grand-oncle, François NIEUTIN, né 23 juillet 1901 à Bazemont (Seine-et-Oise), décédé fin décembre 1944 au camp de Dora.

Contacteur Patrice NIEUTIN
15, Route de Corn Er Houet
56610 -ARRADON
Tél. : 02 97 44 81 95. Port : 06 59 19 27 57
E-mail : pnieutin@hotmail.com

J'ai entrepris un devoir de mémoire : la description du parcours d'un oncle, Edgard VERKINDERE, né le 7 mars 1920 à Marcq-en-Barœul.

Il a fait partie des réseaux suivants : "Action Quarante", puis Centurie, puis Navarre, il était P2.

Qui pourrait m'adresser des informations, des copies de pièces retraçant des bouts de sa vie ?

Contacteur Daniel JONCHERAY
E-mail : arbredj@gmail.com

J'ai perdu mon père très jeune, mais j'ai retrouvé des photos de mon père Maurice KNOBLICH, né le 7 juillet 1920 à Morhange, Moselle, domicilié à Lyon, avec un tampon et papier déchiré, il appartenait FFI, il était officier.

Qui l'aurait connu, qui pourrait me donner des renseignements sur lui ?

Contacteur Michelle SALVINI-KNOBLICH
7, allée de la bastide des Cyprès
13100 - AIX-EN-PROVENCE
Port : 06 59 39 09 24
E-mail : michelle.salvini@orange.fr

Je souhaite adhérer à votre association. Je suis la petite nièce d'Antoinette Chachignon dite « Jacqueline », matricule 43121 au KL Ravensbrück, née le 18/02/1925. Elle était Résistante, membre du réseau Turma-Vengeance. Elle est décédée le 9 janvier 1993. J'aimerais connaître son histoire, donc si quelqu'un a des informations à me donner concernant son activité au sein de la Résistance et concernant sa déportation à Ravensbrück, je lui en serais reconnaissante.

Contacteur Laurine LAGORIO
15, chemin Savit 31100-TOULOUSE
E-mail : laurine.lagoriogeneix@gmail.com

Je suis intéressé à connaître l'histoire de mon oncle Elpidio PEREZ Moro, qui vécut et mourut en exil à Bayonne. Je pense qu'il appartenait à la Résistance et qu'il a été capturé par les Allemands pendant la Seconde Guerre mondiale. Je serais reconnaissant pour toute information à ce sujet.

Contacteur Juan-Maria GONZALEZ PEREZ el Algarbe 21740 - HINOJOS (Espagne)
Tel : 95 94 59 548. Port : 61 74 07 812
E-mail : juanmaria_52@hotmail.com

Fille, petite-fille et nièce de Résistants de la guerre 1939/1945, mon nom de jeune fille est LLOP. Mon Père et mon parrain sont décédés et j'ai récupéré des documents concernant la résistance. Mon oncle était un des responsables du "Réseau AJAX". Dans ces documents, j'ai retrouvé un diplôme attribué le 19 mars 1947 à un certain Jacques LEONETTI ayant appartenu au réseau "AJAX" Candide, sous le pseudo "Le Gourmand" ; le numéro figurant sur ce document est le 544, attribué par Monsieur Achille Peretti.

Je souhaiterais retrouver la famille de cette personne afin de pouvoir lui remettre l'original de ce diplôme.

Contacteur Janine COUPARD- LLOP
E-mail : jcopard@orange.fr

Je fais actuellement des recherches sur mon grand-père, Jean-Marie ROUZE alias "Morand", FTPF du 10^e arrondissement (responsable ravitaillement puis organisation masse), puis chef des milices patriotiques de ce même arrondissement lors des journées

insurrectionnelles de la libération de Paris.

J'ai consulté de nombreuses sources (Archives nationales, de Paris, de la police et dossier du SHD de Vincennes) mais me retrouve actuellement bloqué, les archives du musée de la Résistance de Champagne étant fermées au public jusqu'à 2017-2018...

Posséderiez-vous vous-mêmes quelques archives qui pourraient m'aider dans mon cheminement ? Un fonds auquel je n'aurais pas pensé ?

Contacteur Guillaume ROUZE
206, rue Pierre-Brossolette
93160 NOISY-LE-GRAND
Port : 06 60 06 59 84
E-mail : guillaume.rouze@orange.fr

Je recherche des témoins ayant vécu à côté de ma grand-mère et de mon grand-père la Résistance dans le Vercors. Il s'agit de Marie-Jeanne, "La Mémé" du Vercors, et de Jules BORDAT. Le couple BORDAT - deux remarquables Résistants - habitait le Col du Rousset. Nombre de gradés, de simples maquisards, de gens du plateau ont vu mes grands-parents œuvrer pour le bien-être de tous.

J'ai déjà beaucoup de renseignements flatteurs, mais des choses importantes de leurs courageux vécus m'ont échappé. Qui pourrait en dire plus sur eux ?

Contacteur Danielle et Gérard RUCHON 20, rue Paul-Duc 26300- CHATUZANGE-LE-GOUBET Tel : 04 75 47 24 85.

Port : 06 14 28 07 04
E-mail : gerard.ruchon@orange.fr

Dans le cadre d'une recherche historique familiale, je souhaite retrouver des informations sur plusieurs parents (oncles et tantes) anciens Résistants :

- Giovanna (Jeanne) MARCHESI, née le 10 août 1921 à Costa-di-Mezzate (Italie), épouse SERRA. Selon la tradition orale, elle aurait été en quelque sorte "agent de liaison" et aurait eu entre autres, des activités dans le secteur de Longuyon (54). Son amitié à

Jarny(54) avec le député-maire Gilbert Schwartz (PCF), qui fut déporté à Buchenwald en 1943 avant de revenir en mai 1945, va dans ce sens. Il est vraisemblable par ailleurs qu'elle ait été aussi intégrée aux FFI. Elle a longtemps appartenu à la FNDIRP

- Pietro (Pierre) MARCHESI, né le 17 mai 1914 à Costa-di-Mezzate (Italie)
- Giuseppe (Joseph) MARCHESI, né le 20 décembre 1916 à Costa-di-Mezzate (Italie)
- Teresa (Thérèse ou Lina) MARCHESI, née le 16 décembre 1918 à Costa-di-Mezzate (Italie).

Tous auraient été en quelque sorte "agents de liaison" et eu des activités dans le secteur de Longuyon (54).

Contacteur Christophe MARCHESI
3 Impasse du Parc - 77170-SERVON
Tel : (+33) (0)6 99 82 20 95
E-mail : christophe.marchesi@live.fr

Je recherche des documents ou informations sur Roger René DELAPORTE, né le 21 novembre 1920 à Saint-Gervais-en-Belin, dans la Sarthe, qui a été résistant et chef du camp "Darius" en Corrèze à partir de juillet 1943. Toute aide serait la bienvenue.

Cordialement.

Contacteur Fabien ROUBERTY
46, rue des Fourmis -10190-CHENNEGY
Tel : 06 58 36 40 41.
E-mail : frouberty@live.fr

Je souhaiterais avoir des informations sur le parcours militaire de mon père qui portait le même nom et prénom que moi.

Je sais qu'il a reçu la Croix de guerre au titre des FFI, remise par le colonel LEONI RIVIERE au mois d'août 1946, je pense le 9.

J'ai aussi un numéro de recrutement n° 23113 il a eu aussi une citation à l'ordre du régiment il était sergent.

Contacteur Ali BEZZAZ
80 avenue Laferrière. 94000- CRETEIL
Port : 06 82 25 91 80
E-mail : a.bezzaz@orange.fr

TIRAGE DES BONS DE SOUTIEN 2015

Tous les talons des bons souscrits parvenus et réglés au siège de l'ANACR le 15 février 2016 ont fait l'objet d'un tirage au sort pour désigner les bénéficiaires des cadeaux offerts aux souscripteurs.

Les possesseurs des bons **43696** et **49841** recevront au choix, un poste de télévision couleur, un ordinateur, un téléphone portable ou une mini-chaîne d'une valeur maximale de 900 €. Tous les souscripteurs des bons portant les numéros suivants recevront, à l'adresse qu'ils auront indiquée, un cadeau utile et agréable qui leur sera expédié, franco de port, dans les mois suivant la réception par nos services du bon correspondant.

03592	13502	26612	35667	42647	51644	55443
05084	13753	27208	35918	43696	51759	55925
06334	13894	27514	37405	44449	51919	56426
06427	14534	30081	37584	45713	51984	57355
07871	15146	30444	38044	47401	52585	57384
08912	15180	31226	38782	48091	54425	58921
09948	15428	31884	38985	48310	54592	62870
09984	17966	33024	39765	48704	55082	
10085	22889	34088	39964	49449	55262	
10233	25669	35174	40368	49841	55277	

LES RESISTANTS

Sous la direction de Guy Krivopisko

Le Musée de la Résistance Nationale, installé depuis 1985 à Champigny-sur-Marne, a accumulé durant ces dernières décennies une masse impressionnante de témoignages ainsi que de documents et objets de toutes natures concernant la Résistance et son contexte historique.

Principal établissement d'un réseau fédérant des Musées de la Résistance locaux et régionaux, le « Musée de Champigny », ouvert au public et aux chercheurs, lieu d'expositions et de conférences, partenaire d'associations, d'institutions publiques ou semi-publiques dans la réalisation d'initiatives concernant la connaissance de la Résistance et la transmission de sa mémoire et de ses valeurs, a des collections d'une richesse inestimable, dont seule une partie – du fait des locaux ainsi que des moyens matériels et humains – peut être mise à la disposition des visiteurs.

De ce fait, la publication de l'ouvrage « les Résistants » est une initiative des plus heureuses : ce sont des centaines de documents souvent non ou peu connus – extraits de témoignages, photographies, reproductions de journaux et tracts clandestins, papillons, cartes, circulaires intérieures, etc. – qui deviennent ainsi accessibles.

Ces documents s'insèrent dans dix grands chapitres – « Refuser », « Dénoncer, Eclairer », « Manifester, Protester », « S'organiser », « Protéger, Se Protéger », « S'armer et lutter », « S'unir », « Se libérer », « Reconstruire, Réformer », « Se souvenir » – aux titres explicites, ils embrassent – illustrés par de très nombreux documents, dont des photos prises clandestinement – tous les aspects de la vie de la France entre 1940 et 1945 : l'Occupation, la collaboration de l'Etat français avec l'occupant, les persécutions antisémites, la répression politique la répression contre les patriotes et – c'est le combat que mènent les « Résistants – la dénonciation du racisme, la lutte grâce à la presse clandestine contre la propagande nazie et vichyste, la réorganisation clandestine des syndicats et partis interdits, la formation des mouvements de Résistance, des maquis, le combat armé urbain, la Libération...

Ces dix grands chapitres – et les nombreux encadrés qui y sont insérés – ont pour auteurs principaux des historiens responsables et collaborateurs réguliers du Musée de la Résistance Nationale, tels en premier lieu Guy Krivopisko ainsi que Charles Riondet, Xavier Aumage, Julie Baffet, Eric Brossard, Agathe



Demersseman, Céline Heytens, auxquels il faut joindre une quinzaine d'autres historiens ou responsables associatifs, auteurs de chapitres – tels Claire Andrieu, spécialiste du CNR, Sébastien Albertelli, Oscar Rosowski – ou de notes spécifiques, tels Hélène Chaubin, spécialiste de la Corse, Jean-Claude Bonnin, Charles-Louis Foulon, Robert Mencherini, Michel Delugin, Vincent Giraudier, Guy Hervy, Thomas Ginsburgel-Vogel, Jacky Laplume, Jean-Paul le Maguet, Nathalie Sage-Pranchère, Michel Politzer, Vladimir Trouplin, conservateur du Musée de l'Ordre de la Libération.

Le traitement des différents thèmes qu'aborde l'ouvrage, en même temps qu'il apporte à la connaissance de la Résistance, peut, notamment de par la diversité des auteurs, poser des questions qui s'insèrent dans les débats historiques qu'a suscité, que suscite et que continuera sans doute à susciter l'une des périodes les plus dramatiques de notre histoire nationale, l'une des plus sombres mais aussi des plus héroïques.

Un héroïsme qui fut celui des « Résistants » et des « Français Libres », et auquel l'ouvrage que publie le Musée de la Résistance Nationale rend hommage.

1940-1945. LES RESISTANTS, RÉCITS, TÉMOIGNAGES ET DOCUMENTS INÉDITS DU MUSÉE DE LA RÉSISTANCE NATIONALE, sous la direction de Guy Krivopisko., avec la participation de Jean-Louis Crémieux-Brilhac. 272 pages grand format, 365 illustrations. Editions Belin, 39 €

EDITION DU 70^E ANNIVERSAIRE



JEAN MOULIN - LA REUNION DU 27 MAI - LES MEMBRES DU CNR - SES STRUCTURES - LA GENESE DU PROGRAMME DU CNR - LE TEXTE DU PROGRAMME - SA MISE EN OEUVRE - LA MEMOIRE ET LES VALEURS (48 PAGES)

L'EXEMPLAIRE : 6 €. PAR 50 : L'UNITE 5 € ; PAR 100 : L'UNITE : 4 € ; PAR 200 ET PLUS : L'UNITE 3 €. (PORT EN SUS)

A L'ANACR : 79 RUE SAINT-BLAISE, 75020-PARIS

CHRONOLOGIE DE LA RÉSISTANCE, DE LA FRANCE LIBRE, DE LA GUERRE

repères pour aborder la Résistance



Association Nationale des Anciens Combattants et Ami(e)s de la Résistance

L'exemplaire : 3€
Par 50 : 2,5€ l'exemplaire
Par 100 : 2€ l'exemplaire
à l'ANACR, 79 rue St Blaise 75020 PARIS

LE JOURNAL DE LA RESISTANCE

FRANCE D'ABORD Rédaction - Administration 79, rue St-Blaise, 75020 Paris

Directeur de Publication : Louis CORTOT

REDACTION - ADMINISTRATION
79, rue Saint-Blaise, 75020 PARIS
Tél. : 01 44 64 90 08 - LCL : 5236 S
e.mail : journaldelaresistance@wanadoo.fr

ABONNEMENTS
France 13 €
Etranger 15 €
Abonnement de soutien 25 €
Le numéro 3,5 €

CHANGEMENTS D'ADRESSE
Prière de joindre la bande du dernier numéro reçu et deux timbres-poste pour frais

Édité par la S.A.R.L. FRANCE-D'ABORD
Le gérant : Jean-Paul RIFFAULT
Commission paritaire des Publications et Agences de Presse - N° 0519A06405

Imprimerie Multi Incofoto
3-5, rue de l'Atlas, 75019 Paris
Tél. : 01.40.03.96.60

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je m'abonne au Journal de la Résistance (4 n° par an, 13 €)

Nom : Prénom :

Adresse :

Remplir très lisiblement en lettres capitales, en précisant n° de rue, et - si nécessaire - d'immeuble, d'escalier et d'appartement, code postal et localité.

Renvoyer avec votre règlement par chèque de 13 €
à l'ordre de la SARL France d'Abord

A : ANACR-Journal de la Résistance, 79 rue Saint-Blaise, 75020-PARIS